

# la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 43. — Vendredi 4 Juillet 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

## Contre le versement ouvrier, pour l'augmentation des salaires !

Maintenant, on ne peut plus douter que la loi des assurances sociales entre en vigueur. Après son remaniement, en février, la grande bourgeoisie, par la bouche de Tardieu a affirmé que la loi serait appliquée. C'est dès cette époque que les syndicats unitaires auraient dû commencer une vaste campagne dans les centres ouvriers, contre le versement ouvrier par prélèvement sur les salaires. Sur cette base il fallait, et il faut toujours, montrer que la bourgeoisie ne peut rien accorder aux ouvriers sans le leur reprendre d'un autre côté. Elle leur « accorde » les assurances, mais elle leur en fait payer la moitié, et le reste elle le reprendra sous forme d'une intensification du travail.

Nous avons déjà souligné dans la *Vérité* l'absence de campagne suivie, coordonnée contre le versement ouvrier, alors qu'existaient des conditions favorables. Ça et là quelques articles dans la *Vie Ouvrière* et un meeting électoraliste à Bullier.

La campagne de la C.G.T.U. surgit brusquement, il y a trois semaines, beaucoup trop tard pour réaliser une agitation profonde. Les articles ne concernaient pas spécialement la lutte contre le versement ouvrier, mais parlaient de tout, sans donner de mots d'ordres concrets. On s'est borné à des appels à la réaction spontanée, au lieu de faire, longtemps à l'avance, des meetings dans les quartiers ouvriers, ce qui aurait épaulé le travail à l'usine où l'influence du parti est faible.

Mais malgré les récents appels à la lutte directe contre le versement ouvrier, la C.G.T.U. s'était contentée de demander une lutte pour l'augmentation des salaires. Gitton dit le 25 juin dans *l'Humanité* : « C'est pourquoi la lutte pour l'augmentation des salaires doit se développer... » Dans le même numéro de *l'Humanité*, dans « le fait ouvrier on écrit que les ouvriers ont condamné le mot d'ordre de Chambelland et ses pareils qui consiste à demander au patronat une augmentation de salaires correspondant à la retenue sur les salaires ». Quelle différence y a-t-il entre Chambelland et Gitton ? Gitton réclame l'augmentation des salaires tout court (augmentation dépassant la retenue) ; mais a-t-on vu un syndicat ouvrier qui ne réclame pas l'augmentation des salaires ? Chambelland, plus modeste, ne réclame que le remboursement de la retenue. Les deux antagonistes n'étaient pas loin l'un de l'autre.

De Chambelland, cela n'étonne pas ;

maintenant que la loi entre en application, le *Cri du Peuple* la défend ouvertement, dans les mêmes termes que *Ça Ira*; Gitton, après avoir réclamé seulement, dans une vague formule de propagande, l'augmentation des salaires au moment où il fallait préparer une bataille active sur le mot d'ordre concret de la lutte contre le versement ouvrier, réclame maintenant cette lutte sans avoir préparé assez vigoureusement l'aide à l'offensive ouvrière.

Dès le mois de février, lorsqu'il fut évident que la bourgeoisie ferait appliquer la loi rectifiée, l'Opposition réclama que soit entreprise la lutte contre le versement ouvrier, en même temps qu'une campagne pour l'augmentation des salaires sur des mots d'ordres précis et sérieusement étudiés. Notre seule faute fut seulement de n'avoir pas plus amplifié, développé notre appel dans ce sens et de n'avoir pu remédier sérieusement à la carence de la direction confédérale. A cette époque, la direction du Parti et de la C.G.T.U. ne croyaient pas à l'application de la loi. Elle comptait sur la grande bourgeoisie pour mener la lutte contre la loi voulue par la petite bourgeoisie. C'était, sous les phrases « révolutionnaires », le pire opportunisme.

Maintenant, et ce n'est pas trop tôt, elle invite les ouvriers, qui ne l'ont pas attendu pour manifester leur mécontentement, à lutter vigoureusement contre le versement ouvrier.

Mais il faut déjà prévoir une deuxième phase du combat. Il faut profiter de la phase de début d'application de la loi pour mener jusqu'au bout la lutte contre le versement ouvrier, en multipliant les réunions ouvrières, et en même temps préparer activement une campagne de lutte pour l'augmentation des salaires, dans la phase inévitable où la loi fonctionnera dans son ensemble, malgré les luttes et l'opposition des ouvriers les plus combattifs.

Mais il ne faut pas se contenter de mots d'ordre vagues. La C.G.T.U., et dans la C.G.T.U., l'opposition unitaire, doivent étudier à fond la situation, bannir les méthodes de la « troisième période », et grouper les ouvriers dans des mouvements sérieusement appuyés.

La campagne d'agitation sur la base de la lutte contre le versement ouvrier des assurances sociales a été insuffisante par suite de l'opportunisme des dirigeants confédéraux. Il faut que la lutte qui va se développer entraîne les ouvriers à remonter vigoureusement le courant.

## L'OPPOSITION UNITAIRE SE RENFORCE

### Manifeste de l'opposition unitaire de la 26<sup>e</sup> U. R. U.

*La réponse de l'Opposition unitaire de l'Enseignement à l'offre d'une délégation au congrès de l'I.S.R. a été d'une netteté qui exclut toute équivoque : ou délégation représentant l'ensemble de l'Opposition unitaire et non pas seulement une partie, en l'occurrence l'Enseignement ; ou pas de délégation.*

*La C.E. confédérale devait prendre position le lundi 30 juin ; elle a été contrainte de remettre sa décision à une autre séance. Inutile de dire que l'échec de sa manœuvre de division n'y est pas étrangère.*

*En attendant, après l'Opposition unitaire du Nord, c'est celle de la région de Tours qui entre en lutte pour le redressement de la C.G.T.U.*

*Nous donnons ci-dessous son appel, avec les premières signatures de camarades de Tours. D'autres suivront des camarades de la région.*

*Notons que le syndicat des cheminots du P.O. de Tours, le plus fort de la région, est avec l'Opposition unitaire.*

### Aux ouvriers unitaires de la région tourangelle

Appel de l'Opposition unitaire de la  
26<sup>e</sup> U. R.

Dans notre région comme dans l'ensemble du pays, la C. G. T. U. traverse une crise grave. L'absurde politique de la majorité confédérale aggravée dans notre région par l'incapacité du noyau dirigeant du Parti communiste mène nos organisations syndicales révolutionnaires à la faillite. Les ouvriers répondent de moins en moins nombreux aux appels de l'Union régionale, les grèves se terminent régulièrement par des défaites, et les effectifs après s'être difficilement maintenus sont en régression. Pendant que faiblit le mouvement syndical unitaire les syndicats réformistes progressent.

*Quelles sont les causes d'une telle situation ?*

Nos bureaucrates ont cherché longtemps à nier cette situation. Elle devient aujourd'hui si évidente que cela ne leur est plus possible. Mais ils se ferment volontairement les yeux quand il s'agit de rechercher les causes. Transposant dans les syndicats les méthodes en honneur dans le Parti communiste, ils se refusent absolument à confronter avec les faits la politique de la C.G.T.U. qu'ils suivent servilement. Ils ne peuvent qu'accuser la base d'être responsable de cette situation. Et toutes leurs réponses sont dirigées contre les ouvriers de la base du Parti et des Syndicats. Cette théorie est erronée. S'il est vrai que nos organisations syndicales sont aujourd'hui paralysées et que beaucoup de militants restent inactifs c'est que les tâches qui leur sont tracées ne répondent nullement à la situation et sont impossibles à réaliser. Ceux qui se risquent à poser de telles questions sont immédiatement attaqués de la façon la plus grossière et la plus basse, c'est pourquoi beaucoup préfèrent se taire et restent passifs. Si la théorie de nos bureaucrates était juste si seulement la passivité de la base était à l'origine de la situation présente du mouvement syndical unitaire, il y a déjà longtemps qu'un sang nouveau aurait afflué dans nos organisations pous-

sées par les masses ouvrières. Mais cela ne s'est pas produit parce que ce n'est pas la base qui est mauvaise, c'est la politique qui est fautive.

*La radicalisation des masses.* — Les affirmations de nos bureaucrates régionaux sur ce thème, ont été particulièrement exagérées dans notre région et complètement démenties par les faits. Première contradiction entre la phrase et les faits. Néanmoins, ils politisent stupidement à tour de bras l'action du mouvement syndical dans une région où sa faiblesse lui imposait d'être particulièrement attentif aux revendications matérielles des ouvriers. Ces questions sont des plus négligées au profit des phrases creuses dont nos dirigeants sont prolifiques.

*Le rôle dirigeant.* — Ceux-ci, alors qu'ils dirigent de moins en moins, affirment chaque jour le rôle dirigeant du Parti. La perte d'influence du Parti, le discrédit dont ils ont réussi à entourer celui-ci dans la région aboutit à fermer les syndicats unitaires aux ouvriers non communistes qui ne veulent pas subir une politique qu'ils n'approuvent pas et être insultés s'ils veulent la discuter. Nos bureaucrates comprennent le rôle dirigeant à la façon des adjudants de quartier. Incapables de gagner les ouvriers, de les convaincre, ils ont vu dans la proclamation du rôle dirigeant du Parti la formule qui leur assurerait sans discussion le pouvoir dans les syndicats.

*La grève politique.* — Le mot d'ordre de la grève politique quand on est incapable de mener les luttes revendicatrices et de rassembler les ouvriers ne pouvait qu'être ridicule, nos bureaucrates ne l'ont pas craint. Il faut avant tout appliquer « la ligne »...

*La répression.* — La rupture de plus en plus grande de nos organisations avec les masses, l'affaiblissement de nos organisations marchant de pair avec les menaces et fanfaronnades de toutes sortes ont facilité un accroissement de la répression gouvernementale devant laquelle il est impossible à l'Union Régionale d'opposer la moindre résistance sérieuse.

*Les mots d'ordre d'action.* — Ils sont lancés sans tenir compte des possibilités des masses, de la situation. Exemple : le mot d'ordre de grève pour les cheminots le premier mai. Leur conséquence est d'aboutir à briser généralement toute possibilité d'action sérieuse. Ils témoignent du caractère d'aventure de la politique actuellement suivie par la majorité confédérale.

*Dans la C. G. T. U.* — Cette politique ne peut dominer qu'en piétinant la démocratie syndicale, qu'en créant une atmosphère de scission dans la C.G.T.U. Elle rejette des éléments vers l'autonomie, vers le réformisme. Elle aboutit à une renaissance des théories anarcho-syndicalistes dont le mouvement ouvrier avait pu paraître s'être débarrassé.

*Que faire ?* Il faut réagir. La politique d'étouffement de la majorité a vidé de discussions saines, notre mouvement syndical. De nombreux camarades affirment chaque jour dans leurs actes leur désaccord avec la majorité, mais la crainte des injures et de la calomnie les empêche de voir plus loin.

### ON DIT...

« Les masses laborieuses chinoises ont répondu aux agissements scandaleux impérialistes par l'organisation des Soviets de l'armée rouge. ON DIT qu'un gouvernement soviétique y est déjà formé. Je pense que SI C'EST VRAI ce fait ne présente rien d'étonnant. Il est indubitable que les Soviets peuvent seuls sauver la Chine de la débâcle et de la ruine complète. »

Staline, au 16<sup>e</sup> Congrès du P.C.R. d'après l'*Humanité* du 30 juin.

Oui ou non, 80 millions de Chinois ont-ils établi le régime soviétique, comme l'affirmait Doriot au cirque d'Hiver ? L'Internationale n'en sait-elle rien ?

Nous les appelons à rompre le silence, à dire ce qu'ils ont à dire, à se décider à voir la réalité, à dénoncer les résultats d'une politique de faillite, à lutter pour sauver la C. G. T. U.

Ce que nous voulons. — Nous ne sommes pas anticommunistes. Les signataires de ce manifeste sont communistes — membres du Parti ou non. — Nous ne nous dressons pas contre le Parti, mais contre la politique d'une fraction qui a été imposée à sa direction, et qui ravage le mouvement révolutionnaire. Communistes, nous sommes convaincus du rôle de direction que doit jouer le Parti, et nous sommes en désaccord absolu avec ceux qui, par réaction contre les fautes de la majorité confédérale, se prononcent pour l'indépendance et l'apolitisme du mouvement syndical.

Mais nous nous élevons avec non moins de force contre la caricature du rôle dirigeant développée aujourd'hui dans le mouvement syndical.

Le rôle dirigeant ne s'impose pas par décision bureaucratique ; il se réalise dans les faits par un travail patient des communistes dans le travail syndical. Ce travail est aujourd'hui abandonné. On a substitué au véritable travail syndical, la phrase ronflante, le bluff, la provocation.

Nous voulons un retour à un travail syndical sérieux. Communistes, nous savons que toute lutte de la classe ouvrière a un caractère politique en raison même qu'elle est en conflit de classes. Mais selon l'ampleur du mouvement, les corporations touchées, les objectifs qu'il s'assigne, le niveau politique est plus ou moins élevé. Le rôle des communistes est de savoir apprécier la valeur politique exacte d'une grève et de l'utiliser pour élever la conscience de classe des ouvriers et les préparer à des batailles plus larges.

Mais cela signifie que les syndicats doivent dès maintenant se montrer les meilleurs défenseurs des intérêts immédiats des ouvriers, organiser l'action sur ce terrain, ne pas laisser la classe ouvrière désarmée comme elle l'est aujourd'hui devant les assurances sociales. Toute l'énergie et toute la force sont employées pour les 6 mars, les 6 mars, la « politisation » des grèves, les phrases sur « l'essor révolutionnaire » et la « radicalisation » des masses, aujourd'hui le congrès de l'I.S.R. compris non comme un examen sérieux des organisations syndicales, mais comme une ratification pure et simple de la politique folle des dernières années.

Nous voulons l'abandon de la phrase creuse, un travail syndical sérieux mettant au premier plan les revendications ouvrières. Ceci implique le rejet des mots d'ordre d'aventure, la gymnastique des 6 mars et 6 mars, la lutte contre la bureaucratie servile qui défend automatiquement cette politique dans la région.

Organisez l'action dans les syndicats ouvriers. Ouvriers unitaires de la 26<sup>e</sup> U. R. réagissez contre la politique stupide qui désorganise vos rangs et les éclaireit. Pour le prochain congrès de l'I.S.R. exigez une véritable discussion dans le mouvement syndical ! Manifestez votre opinion ! Soutenez l'Opposition unitaire de la C.G.T.U. !

Avec elle et l'Opposition unitaire de la 26<sup>e</sup> U. R. travaillez au redressement de vos syndicats, de l'Union Régionale et de la C.G.T.U.

**Glunaud**, Secrétaire du Syndicat des cheminots de Tours, P.O., membre de la Commission Exécutive de l'U.R.

**Dognon**, Secrétaire adjoint Syndicat des cheminots de Tours, P.O., membre de la C.E. de l'U.R.

**Gardien**, Secrétaire de la Section de la voie du Syndicat des cheminots de Tours, P.O., de la C.E. de l'U.R.

**Goineau**, Membre du Conseil syndical du Syndicat des cheminots de Tours, P.O., de la C.E. de l'U.R.

**Le Bourdon**, Secrétaire adjoint de la Section Traction du Syndicat des cheminots de Tours, P.O.

**François**, Secrétaire de la Section Traction, Syndicat des cheminots de Tours-Etat.

**Peuple**, Secrétaire du Syndicat Guerre et Pensions, d'Indre-et-Loire.

**Vierron**, Trésorier du Syndicat Guerre et Pensions d'I.-et-L.

**Desvèlle**, Membre du Conseil syndical de l'Enseignement d'I.-et-L.

**Durand**, des Métaux, de Tours.

**A. Bernard**, du Syndicat des Employés, membre de la C.E. de l'U.R.

## LA SEMAINE

### L'évacuation de la Rhénanie.

Les dernières troupes françaises ont quitté la Rhénanie : la politique de domination agressive de la bourgeoisie française exploitant « sa » victoire subit l'adaptation à la situation nouvelle : les forces économiques de l'Allemagne se sont reconstituées. La structure économique de l'Europe en 1930 liquide le plan ingénu d'hégémonie politique conçu par la bourgeoisie française à Versailles. Les chasseurs quittent le Rhin. Les gardes du corps de la créance, les militaires français, s'effacent. Tandis que au sommet de la pyramide du plan Young, la face du créancier authentique, l'impérialisme américain, rayonne.

De nouvelles questions impérieuses se posent devant l'Europe. Les tarifs douaniers américains soulignent leur acuité. L'Allemagne du plan Young, du gouvernement blanc, du fascisme croissant, doit s'attaquer aux salaires ouvriers.

Délire sur le Rhin, timbres aux effigies de délivrance, statues géantes, carillons et illuminations. C'est aussi un jour de fête, dit le *Populaire*, pour le socialisme international, et Léon Blum ne dissimule ni « sa satisfaction, ni sa fierté ». Les partis socialistes d'Europe ont adopté une des politiques de la classe dominante : la politique de « cartel » des impérialismes occidentaux. Chacune de ses manifestations leur est occasion à chanter des hymnes de triomphe. Ils ne se soucient pas de constater qu'aucun des impérialismes n'a rien abdicé de ce qui le conduit fatalement aux conflits armés. Le « jour de fête du socialisme international » coïncide avec la réduction de salaires promise aux ouvriers allemands, voilà la vérité.

### Mi-Carême nationale.

Le gouvernement annonce pour le 14 juillet un défilé travesti pour lequel les troupes revêtiront les uniformes historiques de l'Armée d'Afrique depuis cent ans. Ce chien-dit patriotique doit fouetter le sang de la population parisienne.

Ainsi le régime réaliste implantera dans le pays les mascarades patriotiques du genre de l'American Legion.

Devant cette provocation colonialiste le prolétariat, solidaire des opprimés, doit intensifier son action contre les crimes de la répression coloniale, contre la domination impérialiste.

### Les étudiants indochinois traqués.

Le gouvernement traque les indochinois de France. Il a décidé la dissolution de leur Association générale. Les juges, avec autant de diligence que de docilité, ont obéi. Prétexte ? Pour toutes pièces à charge au dossier, quatre numéros de la *Vérité* et trois affiches de la C.G.T.U. Quant à établir un rapport entre nos articles et l'Association, le gouvernement n'en fait rien — et pour cause.

En même temps, toute la presse bourgeoise réclame les restrictions les plus rigoureuses à l'instruction des opprimés. Elle réclame, la vertueuse presse républicaine, un « numerus clausus ». Dans le *Temps*, un correspondant, spécialement perfide, souligne que souvent le paysan d'Annam ne pourrait, même au prix de dettes, faire donner à son fils l'instruction à laquelle il aspire, s'il n'y avait des bourses. La France civilisatrice supprimera les bourses. Ainsi, la bourgeoisie impérialiste par la dialectique de l'histoire, préconise un nouvel obscurantisme, quelle reprend des Jésuites, ses adversaires de jadis. Que peut-elle empêcher ainsi ? L'impérialisme, tant par son développement économique que par sa répression, fournit aux populations opprimées les enseignements les plus sérieux pour la lutte révolutionnaire.

### Le travail forcé.

Dans certaines colonies, les exploités n'ont pu, par les lois corruptrices du marché, détruire les

## Les Assurances Sociales dans le Nord

### Comment on désoriente les ouvriers, comment on renforce les chrétiens et les réformistes

Pour faire voir qu'ils sont devenus d'irréprochables « lignards » ayant abdicé toute volonté politique personnelle, nos dirigeants régionaux emboîtent le pas aux « puissants militants » qui dirigent la région parisienne : « Le 5 juillet, refusez votre paie diminuée, envoyez des délégations à la direction de l'usine, manifestez à la sortie, faites grève. »

Tels sont les mots d'ordre que sans aucune préparation et sans aucun travail sérieux, à la base, lancent les bureaux régionaux du P.C. et de l'U.R. Et la girouette Deleuze, qui maintenant donne le ton dans l'*Enchaîné*, prévoit que des dizaines de milliers de travailleurs de notre région, engageront la bataille sur nos mots d'ordre.

Certes, une sourde colère remue un nombre considérable d'exploités, mais trompés et trahis par les réformistes et les chrétiens, pratiquement abandonnés par le parti communiste officiel, ils ne pourront réagir avec force et imposer leur volonté au patronat. Il y aura, par ci, par là quelques petites tentatives isolées de lutte, mais toutes seront brisées, parce qu'il n'y aura eu aucune préparation sérieuse et aucune coordination entre elles.

Nos « lumières régionales » qui, d'ordinaire sont capables de justifier et d'expliquer tous les tournants, si brusques soient-ils, portent toute la responsabilité de l'impuissance où se trouve la classe ouvrière pour sa lutte contre les assurances sociales de la bourgeoisie.

Veux la fin de 1928, la direction de l'U.R. avait conscience qu'aucune directive sensée ne sortirait du 33 de la rue Grange-aux-Belles et c'est pourquoi à une réunion de la commission des Assurances sociales, nous avions pris une série de mesures pour développer l'agitation et l'organisation contre la loi. Mais hélas ! Dans cette question comme dans beaucoup d'autres, ce fut finalement le retour dans le giron du bureau confédéral.

économies naturelles et transformer les populations en réservoirs à main-d'œuvre. Certaines peuplades n'ont pas adopté d'autres besoins que ceux que la nature satisfait. Les exploités ne se résignant ni à la patience, ni à la perte de milliers d'exploités, ont employé la contrainte la plus brutale. En fait, le travail forcé équivalait aux travaux forcés.

Les assises bureaucratiques de Genève ont examiné avec sérénité ce nouvel esclavagisme. Après des débats parlementaires, d'inopérantes recommandations furent adoptées. Mais, la main sur le cœur, les délégués gouvernementaux les déclinent. Le délégué français mit l'assemblée en garde contre « leur application immédiate ou trop brusque » qui, « dans l'intérêt même des populations », n'est pas réalisable. Le délégué belge s'est étendu sur les « effets bienfaisants et civilisateurs » des cultures prescrites « dans un but d'enseignement et d'éducation ». Et les soi-disant « délégués ouvriers » se sont rassés.

### Publicité réaliste.

Depuis quelque temps, l'*Humanité* publie un placard de publicité pour un ouvrage de Grinko sur le plan quinquennal de l'Etat prolétarien. Ce placard porte en grand : « Tardieu n'a rien inventé ». Il s'agit, pour l'auteur du placard, de relier au projet d'outillage national le plan d'organisation de la production collective en Russie Soviétique. N'est-ce pas trop demander aux journalistes de l'*Humanité* de ne pas traiter le plan quinquennal comme un dentifrice ou un appareil photographique ?

Il ne suffit pas de balancer Vaillant-Couturier pour arrêter les bureaucrates dans leur besogne de déformation et de dégradation de la culture révolutionnaire.

C'est ainsi que pendant un an et demi les démocrates-chrétiens et les confédérés ont pu tranquillement développer leur campagne démagogique en faveur des assurances sociales, en créant partout des caisses qui groupent des dizaines de milliers d'adhérents. D'autre part, sans aucune réaction, les patrons ont réussi à faire adhérer à leurs caisses des masses considérables de travailleurs.

Contre tout ce travail d'enveloppement de la classe ouvrière par nos adversaires, quelle a été l'action du P.C. et de l'Union régionale unitaire ? Elle fut pour ainsi dire nulle ; de temps en temps un discours, quelques articles dans l'*Enchaîné*, plus quelques circulaires de l'U.R., qui, — par la volonté capricieuse des dirigeants confédéraux — se contredisaient l'une l'autre. D'abord, on dit qu'il fallait créer des caisses d'assurés spontanés dans chaque union locale, mais quand le travail d'agitation et d'organisation fut commencé, qu'un grand nombre d'ouvriers avaient signé nos feuilles d'adhésion, il y eut contre-ordre ; on va créer une seule caisse pour le Nord, une autre pour le Pas-de-Calais, et une autre pour la Somme. Chacun se remet au travail, explique aux camarades les causes de ce changement mais pour notre malheur, quelques semaines après, nouveau contre-ordre : il fallait souscrire à de telles conditions qu'un révolutionnaire ne pouvait travailler à l'organisation d'une caisse départementale. Enfin, on se contenterait de deux caisses : Halluin et Dunkerque.

Je ne sais où en sont les choses à Dunkerque, mais celle d'Halluin a été constituée au sein de la « Mutuelle » dirigée par des communistes et compte à l'heure actuelle 3.000 adhérents.

Que découvrira-t-on sous peu qui ne soit pas dans la ligne dans cette caisse dirigée par les communistes ? Car, après s'être désintéressés pendant un an, Porreye et ses amis sont bien capables d'y découvrir subitement un tas de fautes graves.

Mais que devaient faire les ouvriers de toute la région ? Où devaient-ils aller ? Aux caisses patronales, ou aux caisses des confédérés ? On ne le leur a jamais dit.

Pendant un an, comme leur chef de file, Monmousseau, nos dirigeants régionaux se sont souciés aussi peu de la question des Assurances sociales que de leur première chemise. Ils ont laissé la voie libre à tous nos adversaires. Et aujourd'hui, Bauche, de Lille (qui avec Salengro, poignarda si bien la grève textile en 1928) peut se permettre d'être le premier à demander aux patrons, une augmentation de salaire qui compensera la retenue.

Porreye, Ramette et consorts ont commis à l'égard des ouvriers de la région du Nord, une véritable trahison. Ils les ont livrés sans défense aux puissantes caisses patronales, réformistes ou chrétiennes. Ils n'ont rien fait pour rassembler les ouvriers sur le mot d'ordre d'une augmentation de salaire qui doit plus que compenser la retenue ; ils n'ont rien préparé pour lutter efficacement contre le versement ouvriers. En un mot, les ouvriers qui voulaient lutter, qui voulaient entraîner leurs camarades dans cette lutte, n'ont pas trouvé l'état-major pour les guider, ce dernier étant occupé à faire l'auto-critique (pour les petits) du 1er août ou du 6 mars, et à prononcer des discours à la gloire de la troisième période.

Les mots d'ordre tardifs et fous de nos bureaucrates en délire ne cachent pas cette trahison ; au contraire, il la font apparaître plus clairement.

Camarades communistes et unitaires du Nord, faisons une bonne fois l'auto-critique, non pas du travail des petits secrétaires de cellules ou de syndicats, mais de la politique et de l'action de nos militants responsables, et vous comprendrez qu'une autre politique est nécessaire et que d'autres chefs sont indispensables.

Albert CORNETTE.

## En ALLEMAGNE

## LE PARTI FASCISTE SE DÉPLOIE

## Un cri d'alarme pour le parti communiste

« Les communistes ont gagné en Saxe plus de 10.000 voix. Les voix des nationaux-socialistes (fascistes) se sont accrues principalement aux dépens de la social-démocratie » (*Pravda*, 24 juin 1930).

« Les masses qui ont abandonné le Parti nationaliste allemand, le Parti populiste, les démocrates et la social-démocratie ne se sont pas encore unies dans le camp de la révolution prolétarienne sous la direction du Parti communiste. La grande majorité des radicalisés, qui se sont révoltés contre les vieux partis bourgeois sont capturés dans leur processus de radicalisation par les nationaux-socialistes (fascistes) » (*Rote Fahne*, 24 juin 1930).

Et tout cela dans la troisième période. Une paille ! On se représente : en Saxe dans le « royaume rouge », le pays qui, avant la guerre, avait déjà envoyé au Reichstag, presque exclusivement des députés socialistes, le pays qui est le berceau du mouvement ouvrier en Allemagne, le pays où les syndicats comptent près d'un million de membres, où le Parlement a eu pendant des années une majorité socialiste et communiste, où les dirigeants social-démocrates « de gauche » étaient empêchés, par la pression ouvrière, d'entrer dans un gouvernement de coalition, c'est là que le fascisme conquiert des positions l'une après l'autre.

Examinons ce développement d'une manière plus précise :

Le 20 mai 1928 : 74.000 voix.

Elections du 12 mai 1929 : 134.000 voix.

Le 22 juin 1930 : 377.000 voix.

Dans toute la Saxe, en moyenne, les fascistes ont triplé le nombre de leurs voix, et dans la région ouvrière rouge de Chemnitz, ils l'ont sextuplé.

Ils occupent déjà numériquement le deuxième rang au Parlement. Le fascisme les a gagnés, et notre Parti constate que « la grande majorité des radicalisés qui se sont révoltés contre les vieux partis bourgeois sont capturés dans leur processus de radicalisation par les fascistes. » Nous nous permettons de poser les questions suivantes : Pourquoi ? Pour quelles raisons ?

1° C'est, comme nous l'avons déjà dit, à cause des scandaleuses trahisons quotidiennes de la social-démocratie et de la politique aveugle de la direction de notre Parti.

2° Un ouvrier, quand il vote pour les démocrates ou simplement pour les vieux partis bourgeois, n'est pas aussi dangereux que quand il vote pour le fascisme. Il est assez triste que notre Parti, jusqu'à ce jour, n'ait pas mis en évidence aux yeux des ouvriers allemands, les expériences de l'Italie, de la Bulgarie, etc.

Le fascisme — forme la plus grave de la réaction — frappe toute la classe ouvrière. Il frappe d'abord les communistes, parce que ceux-ci sont les défenseurs conséquents des intérêts du prolétariat. Mais il frappe ensuite toute la vie politique du prolétariat. Il est le défenseur le plus résolu du grand capital.

Le devoir principal d'un parti communiste est de concentrer la propagande contre les fascistes. Les frapper seulement est insuffisant...

De la même façon, notre Parti est impuissant à démontrer aux ouvriers social-démocrates que leur Parti, grâce à sa politique de coalition avec la bourgeoisie, ne veut pas mobiliser les ouvriers contre l'agression quotidienne du capital, et qu'il est, pour cette raison, le fournisseur du fascisme. Plus que jamais on peut aujourd'hui démontrer aux ouvriers que le cri de la social-démocratie « après le communisme, le fascisme, exemple : la Hongrie, la Bavière », « qu'à Vienne, le fascisme ne peut pas venir parce que la social-démocratie y est très forte », est resté une fable. A Vienne comme en Saxe, le fascisme fait des progrès, et cela seulement parce que la social-démocratie ne veut pas et parce que notre Parti, grâce à sa politique stupide, ne peut pas s'y opposer.

Mais ensuite : « Nous avons arraché 10.000 voix chez les social-démocrates. » Pourquoi se mentir à soi-même ? La vérité est que nous n'avons arraché que 2.000 voix aux social-démocrates, ce qui est insignifiant.

Les Brandlériens, l'opposition de droite, a perdu près de 8.000 voix (de 22.000 à 14.000). Il ne reste donc seulement que deux mille voix. Pourquoi le Parti ne rappelle-t-il pas aux ouvriers que sur les élections du 20 mai 1928, nous avons perdu 26.000 voix, et que le parti social-démocrate a perdu dans la même période 128.000 voix. Où se trouvent donc ces voix de dizaines de milliers d'ouvriers ? On pourrait écrire là-dessus des volumes. Les centaines de milliers de chômeurs, une crise de conjoncture grave du capitalisme allemand, les grandes couches d'ouvriers désabusés par la politique de la social-démocratie, une agression incessante du capital allemand (dernièrement dans le Nord-Ouest), une politique d'impôts aggravés contre les ouvriers, les employés et les couches moyennes, le communisme en stagnation ou qui, pour parler franchement, perd encore son influence comparativement à 1928. Voilà les fruits des théories glorieuses du « social-fascisme » de la « troisième période », de « l'essor révolutionnaire », etc... Le Parti ne voit-il toujours pas où sa direction le conduit ? Jusqu'à quand ?

Nous ne pourrions montrer la bonne voie aux ouvriers réformistes que si nous leur disons, — et il faudra le répéter des milliers de fois jusqu'à les en convaincre — qu'en venant à nous ils défendent leurs propres intérêts. Il faut en finir avec les listes rouges aux élections des comités d'usine, qui éloignent seulement de nous les ouvriers social-démocrates, il faut de même en terminer avec la théorie du social-fascisme. Il faut concentrer le travail quotidien dans les syndicats, dans les organisations sportives ouvrières, etc...

Ce n'est que par un large front uni ouvrier qu'on pourra abattre le fascisme et son auxiliaire le réformisme. Il faut discuter fraternellement avec les ouvriers social-démocrates, leur montrer qu'ils sont exploités comme nous par le capital, et qu'ils ont, par conséquent, les mêmes intérêts que nous. Ce n'est que sur cette voie que nous pourrions gagner la majorité de la classe ouvrière contre le réformisme et le fascisme.

## La défaite des Brandlériens

*Gegen den Strom*, organe central des Brandlériens, dit dans son dernier numéro : « Le nombre de nos voix a baissé de 22.000 l'année dernière, à 15.000 cette année... Quelles en sont les causes ? Premièrement, parce que les ouvriers qui votent aux élections parlementaires croient que leur voix sont « perdues » parce qu'ils n'obtiendront aucun siège. Deuxièmement la nécessité de s'unir entre organisations contre le fascisme, leur opposition contre une « organisation de débris ». Troisièmement, et c'est décisif, le fait que le Parti, sous le feu de la critique de l'opposition, a rompu avec les principaux non-sens d'ultra-gauche, a amené une partie des votants, qui, l'année précédente nous avaient donné leurs voix, à les donner au Parti, dans l'espoir qu'il serait possible de liquider à l'intérieur du Parti, le cours ultra-gauchiste... »

« ... Cela veut dire : les élections confirment pleinement la justesse de la position politique de l'opposition. »

Mais « ce n'est pas avec cela qu'on pèlera le paysan ».

Le fait est que les masses ouvrières n'ont pas donné leurs voix aux droitières, parce qu'ils ont compris toute la manœuvre du front unique. Affirmer la nécessité du front unique pour la classe ouvrière tout entière, mais en même temps diviser le front unique révolutionnaire du Parti communiste, — cela est véritablement la pire démagogie. Pousser des cris d'alarme contre le fascisme, et en même temps transformer 15.000 voix d'ouvriers révolutionnaires en 0, présenter des listes pro-

## Dans la Jeunesse ouvrière

## CHEZ LES ADVERSAIRES

Dans le dernier numéro de la *Vérité* nous avons vu la situation de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne dans le 18<sup>e</sup> arrondissement ; et nous nous sommes aperçu que ses forces étaient beaucoup plus grandes que celle des Jeunesses Communistes. Cette semaine nous allons jeter un rapide coup d'œil sur ses forces et son influence dans l'ensemble.

Cette organisation est particulièrement dangereuse pour le mouvement révolutionnaire, car elle ne s'adresse pas à la jeunesse intellectuelle et aux fils de la moyenne et petite bourgeoisie, comme l'Union Catholique des Boys-Scouts, les Jeunesses Patriotes ou autres organisations de ce genre, mais groupe la jeunesse prolétarienne et surtout les jeunes en apprentissage.

Le jeune apprenti n'est pas toujours content (souvent à raison) du dressage que lui impose le patron, la journée est longue, le soir il est fatigué, et il est tout naturel qu'il aimerait bien gambader et s'amuser dans la rue. Alors si le curé s'approche, le Christ — soulageant la misère — à la main et la bouche pleine de paroles mielleuses, il arrive très facilement à l'embrigader ; quant aux parents ils le laissent faire en disant : « là au moins, le petit n'aura pas de mauvaise fréquentation ».

Quelle proie facile !..

La prétraite en fera un homme (?) haïssant (sous la devise du Christ : « Aimez-vous les uns les autres et aimez même vos ennemis ») les ouvriers conscients, un bon serviteur de la bourgeoisie, et un servile défenseur de l'ordre capitaliste.

Il est réellement navrant de voir cette funeste propagande augmenter de jour en jour et les rangs de la J.O.C. grossir sans cesse, ce qui n'a rien d'incompréhensible vu les puissants et variés moyens d'agitation dont elle dispose, dont les plus clairs, sinon tous, proviennent de ce que leur accordent les généreuses âmes, c'est-à-dire le patronat. Et aussi, hélas ! il faut

bien l'avouer de la passivité des organisations révolutionnaires et surtout de la Jeunesse Communiste.

La J.O.C. fonda sa première section, en France, à Clichy, fin 1926 ; après un certain temps de stagnation, elle vit ses sections s'accroître rapidement. Aujourd'hui, elle en possède dans chaque arrondissement de Paris et dans presque toutes les communes de banlieue, ainsi que dans de très nombreuses villes de province.

Les effectifs s'élèvent à 3.000 adhérents pour la Région Parisienne seulement et à plus de 12.000 pour la France. Dans la Région du Nord (celle qui est à l'avant-garde de l'essor révolutionnaire) son journal a plus de 7.000 lecteurs, et dans cette même région les jockeys ont dernièrement recueilli près de 12.000 francs par souscription.

Le dernier numéro de la *Jeunesse Ouvrière* contenant un long manifeste (auquel nous répondrons dans le prochain numéro de la *Vérité*) adressé aux jeunes travailleurs et dirigé contre la Jeunesse Communiste, a été tiré à 97.000 (quatre-vingt-dix-sept mille) exemplaires.

Je crois que ces chiffres sont suffisamment éloquents par eux-mêmes, et qu'ils devraient faire un peu réfléchir les dirigeants des Jeunesses Communistes, mais ces derniers se contentent de bavarder à perte de vue sur les organisations adversaires, mais sont tout à fait incapables de donner des directives intelligentes, et à plus forte raison d'agir.

De n'importe quel côté que l'on se tourne on ne voit qu'un travail négatif.

Les Taboul des J. C. vont me répondre qu'au congrès de la J.O.C. il y eut un jockeys qui vint prendre la parole ; mais d'avoir eu à la tribune un secrétaire de la J.O.C. qui vint développer la politique de son organisation, il me semble que cela est loin d'être un succès, et je crois que vous n'avez pas besoin de vous en montrer si fiers.

S. DORNE.

## Le meeting du Cirque d'Hiver

Le P. C. et la C.G.T.U. avaient convié les travailleurs parisiens à venir manifester vendredi dernier au Cirque d'Hiver contre la répression. Le cirque était plein de 4 à 5.000 ouvriers enthousiastes. Malgré sa faiblesse et ses fautes, le Parti communiste reste le drapeau des ouvriers, et nous devons contribuer à lui redonner tout son éclat. Malheureusement, on mesure l'affaiblissement du parti au fait qu'il lui a fallu une campagne de 15 jours dans *l'Humanité* pour remplir le Cirque, alors qu'à d'autres époques, il aurait suffi d'un appel rapide.

Les orateurs furent à cent coudées au-dessous de l'enthousiasme des ouvriers. Cachin, Doriot, Racamond, Semard, etc., firent les discours les plus contradictoires qu'on puisse imaginer. A propos de l'Indochine, de l'Inde, de la Chine, ils développèrent les points de vue stalinien sur les mouvements nationalistes populaires dans les pays coloniaux, théories qui ont conduit la deuxième révolution chinoise à l'échec. Sur l'U.R.S.S. leurs propos frisèrent la folie. Cachin et Doriot affirmèrent que l'U.R.S.S. était aujourd'hui prête à faire la guerre, si on la lui imposait et Cachin ajouta que l'on pourrait presque s'en féliciter, car « après la guerre, il y a la révolution ». Non, Cachin, il y a parfois aussi des larmes versées sur l'Alsace rendue à la mère-patrie.

Il faut travailler avec l'Opposition à donner à notre parti la direction marxiste qui lui est plus indispensable que jamais, comme ce meeting l'a montré.

VIENT DE PARAÎTRE :  
L'an I de la Révolution Russe  
par Victor SERGE  
Un volume de 500 pages  
Prix actuel : 20 fr. franco  
Librairie du Travail,  
17, rue de Sambre-et-Meuse  
PARIS (10<sup>e</sup>)

SENINE.

## Dans le Parti Communiste Italien

# Déjà des correctifs sur la route du "tournant"

Depuis que la méthode de la démocratie prolétarienne (bolchévik-léniniste) a été remplacée par la méthode de la liquidation des oppositions par voie administrative, au moyen des mesures disciplinaires habituelles (méthodes transplantées dans les partis de l'Internationale à l'exemple de Staline, et ne pouvant donc que subir les dégénérescences les plus grotesques), nous avons assisté au sein du mouvement communiste à toute une série de crises dont le résultat a été de remettre les directions de nos Partis aux mains de plats bureaucrates prêts à s'accommoder de n'importe quelle position. La discussion politique, l'effort collectif de chaque Parti pour rechercher, sous la direction de l'Internationale, une juste ligne correspondant à la situation de son propre pays et en harmonie avec la situation internationale, ont été remplacés par l'application mécanique de faux schémas élaborés à jet continu par des bureaucrates irresponsables, et qui engendrent les crises que nous voyons se produire à jet continu dans les partis, dont l'effet est d'interrompre le processus de développement des Partis communistes, donc, d'affaiblir leur organisation en tant qu'instrument de direction et de lutte de la classe ouvrière. Les causes de la crise italienne doivent donc être avant tout recherchées, essentiellement, dans la situation de la direction de l'Internationale, qui est ou complètement absente de la vie des Partis comme dans le cas de la section italienne ces dernières années, ou intervient presque toujours mécaniquement de l'extérieur pour ajouter de nouvelles erreurs aux anciennes.

### La direction affaiblit le Parti

Un signe inquiétant de l'état où la base de nos Partis en est réduite, est que cette base non seulement discute actuellement très peu, pour ne pas dire nullement, mais qu'elle ne « croit » plus aux mesures qu'on lui impose. La base a perdu toute confiance dans le Centre, même si elle « vote » pour ce Centre. C'est un signe très grave de l'affaiblissement de nos Partis. Le sectarisme bureaucratique fuit toute discussion, s'efforce de dresser une muraille entre l'opposition et la base par l'outrage et la calomnie de toute sorte. Sur cette voie il ne peut que continuer à rendre les services les plus signalés à l'ennemi de classe : au fascisme et à la social-démocratie, en limitant et retrécissant l'influence du Parti parmi les masses.

Ce qui désagrège le plus nos Partis, ce qui les affaiblit le plus, et par conséquent avantage directement et immédiatement notre ennemi de classe, c'est le manque d'une politique ferme et claire, ce sont les indécisions, les oscillations continuelles qui empêchent les prolétaires de discerner exactement les tâches qui s'imposent à eux, et affaiblissent en eux la capacité de les accomplir. C'est sur une telle base que notre opposition est née et s'est développée. En demandant qu'on finisse d'osciller d'un pôle à l'autre (de l'opportunisme de droite à l'ultra-gauchisme), notre opposition demandait l'application d'une politique ferme, tirée d'un juste examen de la situation italienne et internationale. C'est en cela que réside la défense réelle du Parti, vu que seule une juste politique et une juste application de cette politique permet à nos Partis de se renforcer et de se développer. La méthode suivie par les bureaucrates de la fraction officielle, qui consiste à prendre leurs intérêts de clan, pour les intérêts du Parti et de la classe ouvrière peut très bien être une méthode valable dans la situation actuelle pour garder le pouvoir : mais c'est une méthode dont la banqueroute est inévitable, comme le prouve l'expérience de tout prolétaire avec le centrisme maximaliste. Les intérêts réels du Parti et de la classe ouvrière, on les défend en opposant à une politique

fautive et équivoque, une politique juste. C'est ce que nous avons cherché, et ce que nous continuons à chercher à faire, en défendant nos positions avec la méthode bolchévik-léniniste de la démocratie prolétarienne contre le sectarisme bureaucratique.

Pour cacher aux yeux du Parti la transformation en débandade de la reculade qu'ils ont commencée, les bureaucrates de la direction italienne ont recouru aux gaz asphyxiants en nous excluant du Parti. Mais, eux les premiers savent très bien que la manœuvre est vouée à la faillite, et qu'aucune de leurs mesures d'organisation ne pourra nous éloigner du Parti et de nos postes de lutte, — postes que pas un seul d'entre nous n'a « déserté » en face de l'ennemi de classe, ni pendant la guerre, ni avant ni après la « marche sur Rome », ni avant ni après les lois d'exception. Avec le Parti nous continuerons à démasquer impitoyablement la politique aventuriste d'une « direction » dépourvue de principes et de scrupules, qui ne peut que continuer à causer du dommage au Parti et à la classe ouvrière.

### La direction ne peut cacher ses fautes

La Vérité, dans ses numéros précédents, a déjà dressé un premier bilan des oscillations auxquelles la « direction » s'est livrée dans ces derniers mois. Sous l'aiguillon de notre critique confirmée par les faits, la fraction officielle est aujourd'hui forcée de reconnaître publiquement une partie de ses erreurs, — et des plus graves — critiquées et combattues par l'opposition dès le commencement ; critiques qui ont valu à quelques-uns d'entre nous dans une première phase le retrait de leurs postes de travail, dans une deuxième l'exclusion du Parti. Et voici ce que le Secrétariat de la Fédération des Jeunes communistes italiennes est forcé d'écrire aujourd'hui :

Les organes centraux de la Fédération ont commis dans cette période quelques erreurs de « gauche », et des déviations de ce genre ont aussi été signalées à la base du Parti. Les erreurs de « gauche » commises par le Centre de la Fédération des Jeunes sont les suivantes : a) dans l'éditorial de l'Avant-Garde du 1<sup>er</sup> mai sont contenues des expressions qui donnent à cet article la signification d'un appel direct et immédiat aux jeunes ouvriers pour la lutte armée...

La gravité de l'erreur commise dans cet article réside dans le fait qu'il peut amener à considérer que parmi les tâches de la Fédération des Jeunes, le travail pour la mobilisation et l'organisation des masses passe aujourd'hui au deuxième plan, tandis qu'au premier plan se posent les tâches de la préparation immédiate de l'insurrection.

b) Dans l'article sur les Jeunes « Arditi » Antifascistes publié dans le numéro 3 de « Jeunesse communiste », (article écrit par un membre du Bureau Politique du Parti n.d.l.r.), on affirme que : « l'organisation de front unique la plus indiquée, celle qui répond le mieux à la situation présente, est sans doute le front unique sur le terrain de la lutte armée contre le régime fasciste ».

Cette affirmation aussi est erronée. Le terrain principal sur lequel se réalise aujourd'hui le front uni des masses travailleuses, est le terrain des luttes immédiates économiques et politiques contre le fascisme et le régime capitaliste.

c) Dans les documents et articles où sont expliquées les tâches des escouades de défense des Jeunes Arditi Antifascistes, on trouve aussi des expressions qui d'un côté permettent de penser que la constitution de ces escouades signifie que la Fédération des Jeunes se pose comme tâche immédiate l'organisation et l'appel à la lutte armée, et de l'autre paraissent donner aux escouades d'auto-défense un caractère sectaire et non pas de masse.

Ces erreurs doivent être publiquement et immédiatement corrigées, car, étant toutes commises dans le sens d'une déviation de « gauche », du sectarisme, et de la phraséologie soi-disant extrémiste, si on ne les montre et corrige pas, nous porteront à nous détourner des masses et à renoncer à notre rôle de direction du mouvement de masse, etc., etc...

### Botte contre Botte

Botte, un des principaux responsables du « tournant » à tout prix, écrit à son tour :

« De l'examen de quelques-uns de nos documents (éditorial de l'Avant-Garde du 1<sup>er</sup> mai, article de Botte sur les Jeunes Arditi Antifascistes, plateforme des escouades de défense des Jeunes A.A.), ressortent des formulations confuses et d'autres erronées, dont on peut tirer l'impression que nous nous trouvons aujourd'hui, dans une phase plus avancée de la situation, à la veille immédiate de la guerre civile, de l'insurrection, etc. »

Les erreurs que la Fédération des Jeunes est forcée aujourd'hui de reconnaître publiquement, sont les erreurs que tout le Parti a commises et contre lesquelles l'Opposition s'est battue. Botte nous informe qu'aujourd'hui, à la tête du Parti, il y a des « faiseurs de confusion ». Mais la vraie question n'est pas dans des formulations « confuses » ou « erronées ». (La méthode opportuniste de confusion des choses, où Ercoli est maître, a été malheureusement trop tôt assimilée par la jeunesse à l'école de ce corrupteur.) La vraie question réside dans la ligne générale du Parti. Or, non seulement les documents des Jeunes, mais tous les actes du Parti depuis décembre jusqu'au 1<sup>er</sup> mai portent l'empreinte des fautes aujourd'hui partiellement reconnues par la Fédération des Jeunes : (discours d'Ercoli aux Jeunes du 8 janvier ; article de Gallo sur la grève générale politique dans l'Unità du 1<sup>er</sup> mai ; appel du 1<sup>er</sup> mai, etc.). Aujourd'hui, on renverse la vapeur et on met en garde contre la phraséologie extrémiste et les déviations « ultra-gauchistes ». Mais qui porte la responsabilité de ces erreurs, sinon la direction du Parti ? Mais c'est justement pour que la base ne discute pas ces erreurs avec les multiples autres qui ont été commises dans le passé ; c'est justement pour cacher leur aventurisme, que les « faiseurs de confusion », aujourd'hui à la tête du Parti, ont inventé le soi-disant opportunisme de la nouvelle opposition. Du reste, le même article où Botte critique Botte, est un fruit de cette politique aventuriste, ainsi que la lettre ouverte où la Jeunesse se frappe la poitrine pour ses erreurs « ultra-gauches ». Que disent, en effet, aujourd'hui les jeunes — Ils disent « qu'au premier plan ne se posent plus les tâches de la préparation immédiate de l'insurrection, mais au contraire « des tâches de la mobilisation des masses sur le terrain des luttes immédiates économiques et politiques contre le fascisme et le régime capitaliste ». Et ces gauches « frénétiques du tournant », qui aujourd'hui s'aperçoivent qu'au premier plan en Italie se pose encore la nécessité de mobiliser les masses sur le terrain des luttes immédiates économiques et politiques, pressés d'accomplir la rectification de leur tir, comme d'habitude, glissent sur des positions tout à fait opposées, ce qu'il est apparu clairement dans l'appel lancé par le Parti à l'occasion du voyage du « Duce » en Emilie et où l'on demandait au « Duce » (c'est le comble !) des « faits » et non plus des bavardages ; c'est ce qui nous apparaît clairement aujourd'hui d'après tous les actes actuels du Parti où l'on ajourne la lutte « à l'hiver prochain », après avoir annoncé l'hiver passé que la situation en Italie marchait vers l'insurrection, non pas de semaine en semaine, mais de jour en jour. La lutte pour l'hiver prochain et la demande au « Duce » (!) de finir

de vendre de la fumée et de donner à la fin des « faits » : voilà les dernières trouvailles d'une direction comme celle que dirige actuellement le Parti communiste italien ; de cette direction qui, pas plus tard qu'il y a deux mois, à la veille du 1<sup>er</sup> mai, voyait tous les ouvriers « hors des usines » et l'insurrection aux portes.

### Et « la grève générale politique ? »

Mais, — et la grève générale politique ? La direction ne pense donc plus qu'elle a comme tâche immédiate l'organisation de la grève générale politique ? A ce qu'il semble, on va vers l'enterrement de première classe de ce mot d'ordre, comme il en fut pour la « révolution populaire », pour « l'assemblée républicaine », etc... Il ne faut pas s'étonner, car l'on sait que les girouettes qui sont à la direction du Parti italien ne s'embarrassent guère dans les changements de positions. Aujourd'hui, la mode dans l'Internationale est la lutte sur deux fronts : contre l'opportunisme de droite et contre les déviations de gauche. Mais cette fois aussi Ercoli et Cie se sont trompés d'horaire et sont arrivés en retard, comme cela leur est arrivé déjà à l'occasion du tournant de décembre dernier. Le fait qu'il est déjà nécessaire de faire un tournant dans le tournant, crée la confusion et nous fait assister à ce scandale continu de dirigeants (Botte et d'autres prétendent l'être) qui ne savent que faire, qui s'embarrassent à chaque pas ; en un mot désagrègent le Parti, confondent les masses, préparent la défaite.

Le revirement dernièrement accompli par les jeunes exige donc que la direction, elle aussi, fasse amende publique de ses erreurs. Si ce que la Fédération des Jeunes écrit aujourd'hui est juste, à savoir que les tâches qui conviennent le mieux à la situation d'aujourd'hui en Italie sont celles qui concernent non la préparation immédiate des masses à l'insurrection, mais la mobilisation des masses sur le terrain des luttes immédiates économiques et politiques contre le fascisme et le régime capitaliste (comme affirmait l'Opposition et le camarade Santini, dans l'article en vain dénaturé dans les commentaires écrits par un homme intéressé à couvrir ses propres erreurs) — si donc, aujourd'hui on nie être dans la phase avancée qu'on voyait au contraire, il y a quelques mois, avant le 1<sup>er</sup> mai, lorsqu'on annonçait le mûrissement imminent d'une phase insurrectionnelle, quelle est donc encore la position du Parti sur la grève générale politique, « mesure tactique nécessaire et obligatoire dans une période d'effondrement de la stabilisation capitaliste, d'essor révolutionnaire en pleine maturité et de décomposition de la social-démocratie » (Le Parti communiste allemand lutte sur les deux fronts », I. C. p. 987) ?

Le C. C. « maximaliste » pense-t-il que la tâche centrale du Parti en Italie est encore l'organisation de la grève générale politique, comme il l'a écrit et affirmé hier encore, c'est-à-dire l'organisation de la grève générale politique qui, particulièrement dans la situation italienne, ne peut être autre chose que le prélude de l'insurrection et de la lutte armée ? En plaçant au premier plan l'agitation et l'organisation pour la grève générale politique, le C. C. maximaliste pense-t-il donc que nous sommes dans la situation définie plus avant encore par l'Internationale elle-même (c'est-à-dire dans une période d'effondrement du capitalisme, d'essor révolutionnaire en pleine maturité, etc.) ? ou bien pense-t-il, d'accord avec la Fédération des Jeunes, que nous ne sommes pas dans une phase si avancée, mais dans une phase où, au premier plan est la tâche de la réalisation, non du front unique sur le terrain de la lutte armée, mais du front uni des masses sur le terrain des luttes immédiates économiques et politiques contre le fascisme et le régime capitaliste ?

Les deux lignes sont nettement di-

## Pour le redressement de la C.G.T.U.

# La vérité sur l'échec de la grève du bâtiment

Le 26 janvier à l'assemblée générale du syndicat des terrassiers, le bureau syndical et le conseil d'administration présentaient à l'ensemble des corporants réunis le cahier de revendications adopté par ces organismes réguliers. L'assemblée générale le ratifia.

Dans l'exposé des motifs, notre secrétaire déclarait :

« Pour appuyer le dépôt de notre cahier de revendications, nous avons envisagé, avec les autres syndicats de notre industrie, une journée démonstrative qui est fixée au 3 mars. »

Quelques jours après nous apprenions par la voie de l'Humanité, que la journée démonstrative était fixée au 6 mars pour « épauler le mouvement international contre le chômage. »

Jusqu'à là, rien que de très normal et chacun pensait que les organismes réguliers correspondants aux organisations patronales, feraient parvenir et appuieraient le cahier de revendications.

Or, et c'est ici où se place le commencement de mon désaccord avec le bureau, nous apprenions le 5 mars, que le cahier de revendications ne devait pas être déposé et qu'on envisagerait une forme de lutte qui devait être décidée par les réunions des différentes maisons.

Comme le 5 mars, je protestais contre cette façon de faire, je m'attirais immédiatement une réplique de Husson, qui trouva le seul argument susceptible de pouvoir satisfaire son révolutionnarisme à toute épreuve : « Teulade agit en véritable réformiste. » Il me faudra encore beaucoup de « preuves » comme celles de Husson pour me convaincre de « réformisme ».

Le lundi 24 mars, les travailleurs de la maison Desplats et Lefèvre des postes de 3 à 11 heures, se réunissaient pour décider de l'élargissement du mouvement déclenché chez Chapelle et Dumesnil, chez Pernay, chez Bancel.

vergentes. Et en vain, avec la méthode opportuniste habituelle, les avocats qui se sont perdus dans les rangs du prolétariat chercheront à rectifier en affirmant que la mobilisation des masses sur le terrain de la lutte immédiate économique et politique est le point de départ de la grève politique générale. C'est ce que l'Opposition a toujours affirmé; c'est ce que les perroquets de la direction ont, au contraire, toujours nié (n'affirmant que nous nous trouvons en Italie dans la phase avancée où toute revendication partielle passe au deuxième plan et devient impropre à mobiliser les masses pour l'action, raison pour laquelle, au centre de son action, le Parti doit placer aujourd'hui l'organisation de la grève politique générale — « mesure tactique générale obligatoire » d'une période immédiate-revolutionnaire.

Les choses sont telles que nous venons de les décrire. Et nous ne permettrons pas à nos perroquets démagogiques de leurrer plus longtemps le Parti, sous le manteau d'une auto-critique fautive et mensongère.

Il est temps d'en finir avec la néfaste méthode qui consiste à faire passer comme des erreurs de formulation (n'était-elle pas aussi une « erreur de formulation » la « révolution populaire » se transformant en « révolution prolétarienne », etc. ?) les erreurs qui sont au contraire le fruit d'une politique fondamentalement erronée. Voilà pourquoi nous faisons notre exigence formulée par le camarade Trotsky : que « la fautive et mensongère auto-critique » fasse place à une nouvelle démocratie au sein du Parti. Vérifier la ligne générale du Parti. Exiger une critique collective de toute la politique du Parti depuis le III<sup>e</sup> Congrès : voilà la tâche à laquelle la nouvelle opposition communiste doit immédiatement se consacrer avec une ferme persévérance et avec ardeur.

FEROCI.

Les travailleurs, à une énorme majorité refusaient ce processus. Ceux des postes de 7 à 3 heures faisaient le même geste. Il n'en fallut pas plus pour faire dire à certains camarades que Teulade brisait le mouvement, etc., etc... Je passe sur les insultes personnelles de Gourdon.

A l'assemblée générale du 30 mars, le camarade Lamarche fit une charge à fond contre moi, où la plus propre des insultes fut celle de « provocateur », « agent du patron », et « la preuve c'est que Teulade a retravaillé chez Desplats ».

Tout cela est bien peu de chose et ressemble trop à une scène de jalousie pour s'y arrêter même une minute.

L'assemblée générale du 30 mars décide l'élargissement du mouvement. C'était la bataille comme la voulait le bureau. Battus il fallait s'incliner.

Le 5 avril, paraissait dans l'Humanité, un article anonyme qui motiva de ma part à ce journal la lettre suivante :

Carrières-sur-Seine, 5 avril 1930.

Camarade,

Je lis, ce matin, dans l'Humanité, la phrase suivante : « Teulade, qui fut longtemps un militant du syndicat unitaire, y est allé de sa petite manœuvre. Il a prêché dans les assemblées de terrassiers le découragement, la soumission aux volontés patronales. A quel mobile a-t-il obéi ? »

Permettez-moi de préciser :

1° Que je n'ai jamais prêché « le découragement, la soumission, etc... », mais que j'étais en désaccord sur la manière de faire dérouler le conflit aujourd'hui déclenché :

2° Qu'il reste certain que pendant toute la durée du conflit pas un mot, pas un geste de moi ne pourra atténuer en quoi que ce soit la marche des revendications en cours.

Si j'ai à parler, je ne suis pas pressé ; après le conflit, on verra, et si j'ai eu tort, je suis assez grand pour le reconnaître ;

3° Je n'obéis à aucun mobile : seul l'intérêt de mes camarades de travail m'a guidé, cela sans tenir aucun compte de ce qu'on peut dire ou insérer sur moi.

J. TEULADE.

A cette lettre, l'Humanité, dans son commentaire, embarrassée par ma volonté de ne gêner en rien les dirigeants du mouvement, feignit de s'étonner que : « Silencieux pendant que ses camarades sont dans la bagarre, il marquera les coups et arbitrera ensuite » ; et elle concluait : « Le militant révolutionnaire a trouvé sa voie. Il tourne le dos à son passé récent. »

L'Humanité, pour les besoins de sa cause, aurait sans doute voulu que j'intervienne publiquement en plein mouvement contre la façon dont il était dirigé. Agir ainsi aurait été et un acte anti-ouvrier et une lourde sottise.

J'ai tenu parole, malgré les racontars de bouche à oreille, malgré les insinuations calomnieuses, malgré les charges plus ou moins outrageantes, je n'ai pas dit un mot, fait un geste, qui puisse prêter le flanc à aucune manœuvre de dirigeants plus ou moins responsables qui savent trop bien se décharger de leurs lourdes erreurs sur les épaules des autres.

Aujourd'hui, le mouvement terminé, nous pouvons dès maintenant, voir qui avait raison, qui avait tort. Si j'ai fait ce préambule nécessaire, c'est avec la volonté d'aller jusqu'au bout de la discussion et d'assainir une fois de plus une atmosphère empuantie par la calomnie et l'injure.

C'est avec stupeur que le 23 avril, à la réunion de la Grange-aux-Belles, j'ai entendu notre secrétaire prononcer les paroles suivantes : « Notre mouvement a eu de nombreuses fautes ; il faut tout de suite signaler celle de l'insuffisance de préparation. » Et quelques phrases plus loin cet autre aveu : « Le mouve-

ment de déclenchement fut trop hâtif dans les cinq maisons touchées les premières. »

Qu'est-ce à dire ? Que toute la phraseologie des Gitton et Péjoux n'était basée sur aucune conviction sérieuse de la possibilité de réussite dans un mouvement de courte durée. C'est donc l'aveu que l'on a bluffé pour avoir « son mouvement » malgré et contre tout. C'est l'aveu de la faiblesse extrême de ceux qui furent les guides irresponsables de la tactique du mouvement et qui aujourd'hui s'en laveront les mains, alors qu'ils laissent le bureau syndical aux prises avec les difficultés créées par l'échec.

Quand Le Gall déclare : « Nous restons partisans de la tactique qui veut qu'un mouvement ne puisse réussir que dans l'élargissement rapide et violent » — c'est encore à discuter ; mais là n'est pas la question. Ce qu'il faudra bien mettre au clair, ce sont les motifs qui ont voulu que les organismes centraux poussent le bureau syndical à cette action brusquée malgré l'avis contraire des chantiers les plus importants.

La reprise du travail votée, chacun la prévoyait proche. Mais il faut dénoncer le bluff journalistique dont on a tant usé.

L'incompréhension de la psychologie des masses dont on a fait preuve, me font craindre que notre syndicat ne devienne, comme celui des métaux, un syndicat d'expériences plus ou moins acrobatiques et c'est avec stupeur que l'on constate avec quelle désinvolture on fait fi de l'opinion des camarades qui, pour n'être pas « aveugles comme d'autres » ont la volonté et le droit de dire ce qu'ils pensent.

En toute connaissance de cause, il ne faut pas de rechercher sur des aiguilles, les fautes ou les raisons de l'un ou de l'autre ; il faut que l'expérience actuelle suffise pour que notre organisation ne devienne pas la proie des dissensions mortelles aux organisations de masses.

Quant aux calomnies, il faudra bien que les Lamarche et les Gourdon viennent apporter leurs preuves, car je n'ai jamais pu tolérer l'insulte sans preuves. S'ils ne le faisaient pas ils seraient jugés.

Au moment où ce conflit se termine, qu'on se rappelle la position prise par moi à la réunion de la maison Desplats, et qu'on ne me prête pas d'autres intentions que celles-là.

Quant au reste, les terrassiers jugeront en toute connaissance de cause.

Il n'y a pas que mes camarades de travail qui jugent. Quelques mesures aussi radicales que clandestines ont été prises. C'est Péjoux que l'on débarque ; c'est le bureau des cimentiers qui se défend et écrit sous la signature du camarade Fleuret dans le Cimentier de mai 1930 :

Aujourd'hui, l'on voudrait faire retomber la responsabilité de l'échec sur une partie de notre bureau syndical, parce qu'il avait apporté des critiques justes et qu'il n'était pas partisan de la grève pour la grève ; mais nous pensons, nous, que les responsables de la non-réussite du mouvement furent ceux qui, sans préparation, sans organisation de la lutte, contre la volonté des ouvriers et simplement parce qu'à une assemblée générale des terrassiers, quelques centaines de mains se levèrent, lancèrent 10.000 ouvriers dans la bataille sans qu'ils en aient compris la nécessité.

C'est le conseil syndical des cimentiers qui, le 10 avril (en plein conflit) donne raison à Henri Guillemain qui déclare :

Les Cimentiers proposent de faire le travail en profondeur et de limiter pour l'instant la lutte aux égouts. Les Terrassiers et la 13<sup>e</sup> Région fédérale ne tiennent pas compte de notre avis et à la suite de leur assemblée générale forcent les gars à sortir.

Nous sommes en désaccord avec de telles méthodes. On a assez critiqué les mouvements sporadiques. Il faudra savoir si maintenant on est d'accord avec eux ; on nous a traités d'opportunistes, mais nous pensons qu'il faut préparer les grèves.

Nous n'acceptons pas les injures qui ont été prononcées contre nous. Nous ne sommes pas des domestiques ; nous avons une responsabilité dans le mouvement syndical et beaucoup de ceux qui nous critiquent savent esquiver les leurs.

C'est enfin la commission centrale des grèves de la C.G.T.U. qui, dans son manifeste publié par la V.O. du samedi 21 juin, condamne ce que j'avais condamné le 24 mars. On m'a d'ailleurs affirmé, que le premier manifeste voté n'avait rien à voir avec celui qui fut publié. Sans doute a-t-on craint des réactions trop vives si l'on faisait montre d'une partialité trop grande.

Le mouvement imposé aux syndicats unitaires du bâtiment a été une démonstration éclatante du danger que font subir à la C.G.T.U. ceux qui sabotent le rôle dirigeant du Parti.

Les Semard et les Gitton s'imaginent tout régler avec des injures. Ils se trompent.

J. TEULADE.

## UN CHAOUCH !

Sur un chantier, maison Chouard, à la porte Champerret, un chef de chantier traite les copains polonais et portugais comme des chiens : dernièrement l'un de ceux-ci, protestant contre les conditions de travail et revendiquant une augmentation de salaire, l'individu en question frappa le camarade et tint même à faire savoir qu'il possédait un revolver pour les récalcitrants.

Ce fasciste amateur, serviteur exagérément fidèle à ses patrons, profite de la qualité d'étranger du plus grand nombre de travailleurs de ce chantier, pour se conduire comme un chaouch.

Les copains de cette boîte, étrangers aussi bien que français doivent rejoindre leur organisation syndicale ; quant au type qu'il se souvienne que les terrassiers ne sont pas tous sous la menace d'une expulsion, qu'il modère son zèle, sans quoi il pourrait bien y avoir quelques « discussions » sur le chantier en question.

Un gars de la Terrasse.

## UNE MANŒUVRE DE LA DIRECTION CONTRE LES OUVRIERS DU 13<sup>e</sup>.

La direction continue ses manœuvres contre le Comité du sous-rayon du 13<sup>e</sup>. Dans l'Humanité, un ouvrier algérien, qui est probablement un parent très proche de Semard, se plaint de ce que, par la faute du sous-rayon du 13<sup>e</sup>, il n'est pas affecté au Parti depuis trois mois. D'après nos renseignements, cette affaire est montée de toutes pièces, pour salir les copains.

En réalité, le Comité du sous-rayon du 13<sup>e</sup> se trouve en désaccord avec la ligne du Parti. Il a l'intention de convoquer une assemblée où les camarades prendront position et éliront au besoin un nouveau comité. Ce procédé est tout à fait loyal. Mais l'Humanité, par ses attaques continuelles veut d'abord discréditer le comité qui n'a pas la possibilité de répondre devant l'ensemble du Parti (car au 13<sup>e</sup>, on connaît son activité et il a l'estime des ouvriers). La direction cherche des boucs émissaires, pour masquer l'échec de sa politique ultra-gauche passée et opportuniste future.

Nous sommes certains que les ouvriers déjoueront ces manœuvres.

Un correspondant.

## DANS LE PARTI

## Le "tournant" mène à l'opportunisme

COUP DE BARRE A DROITE  
DANS LE NORD

C'est bien la caractéristique essentielle du centrisme d'osciller continuellement suivant les réactions du moment — entre la droite et la gauche, de la politique opportuniste la plus nette aux extravagances de l'ultra gauchisme.

Les dirigeants du P.C. dans le Nord, devenus très souples, politiquement, n'échappent plus à cette obligation.

Quand nous dénonçons — il n'y a pas bien longtemps encore — leurs folies bureaucratiques et extrêmes-gauchistes, ils nous répondent : « Encore une fois vous nous donnez raison quand nous combattons votre opportunisme conséquent. »

Notre pauvre Grenier ayant participé à la campagne électorale pour Marty dans le 13e avait commis le crime de demander aux camarades communistes, dans une réunion socialiste, de laisser parler le candidat Bidoux parce que les communistes ne craignent pas devant les ouvriers, de confronter les programmes et l'action des deux partis. Mais à peine fut-il de retour dans le Nord que tout le monde lui tomba dessus en proclamant que décidément il était l'opportunisme par tous les pores et que cet opportunisme se manifestait dans les moindres faits. C'est ainsi qu'au lieu de faire casser la figure à Bidoux, il avait demandé qu'on le laissât parler.

Et maintenant les camarades sont tout stupéfaits de lire dans l'Enchaîné, une proclamation du R. d'Hellemmes demandant aux ouvriers d'aller à un meeting socialiste où tout devra être mis en œuvre pour qu'on puisse parler dans le... calme.

À la dernière conférence régionale du P.C., quand nous affirmions qu'on n'affaiblissait nullement la social-démocratie en criant tous les jours « social fascisme » et que nous reprochions à la direction d'avoir abandonné la politique juste du front unique, on dépêcha à la tribune un émigré italien pour nous assommer. Il déclara que la social-démocratie avait désormais toutes les qualités et les caractéristiques pour jouer le rôle du fascisme et que par conséquent la politique du front unique était devenue un feutre, une tromperie. On applaudit fort cet ignare prétentieux qui, une fois de plus, avait convaincu Blanckaert et Cornette d'opportunisme.

Depuis, quatre mois à peine se sont écoulés. Et avec le plus grand sérieux du monde et sur un ton qui leur va très mal, nos augures régionaux affirment qu'il ne suffit pas de répéter hystériquement : « Social-fascisme » pour gagner les masses ouvrières mais qu'il faut « repratiquer » une bonne politique de front unique à la base. Dans l'Enchaîné du 24 juin, Deleuze le fervent partisan de l'auto-critique publique, écrit avec un cynisme révoltant que pour gagner la majorité de la classe ouvrière, il faut éliminer de nos rangs, les exagérations gauchistes et pratiquer une politique juste de front unique. Lui, Deleuze, qui ne veut pas être un piètre révolutionnaire mais qui a été le principal responsable du cours ultra-gauche dans la région du Nord, lui qui admire l'auto-critique, croyez-vous qu'il a un seul mot de critique à l'adresse de la direction régionale et pour lui-même ? Aucun ! Les responsables sont les militants des rayons et des cellules.

Après avoir crié que la radicalisation des masses était un fait, que l'essor révolutionnaire allait tout balayer dans le Nord, notre lamentable directeur politique de l'Enchaîné découvre subitement qu'il y a dans la région plus de deux cent mille ouvriers sous l'influence des social-démocrates, que les catholiques mobilisent à Lille une foule de 35.000 personnes et que même à Roubaix-la-Ville où Deleuze déploie ses qualités de parfait « liguard » — l'influence du P.C. est minime, tandis que celle des socialistes est puissante.

Le mal ne serait pas désespérant si Deleuze avait découvert cela lui-même, mais il n'en est rien. C'est la lettre ouverte du B.P. ou peut-être une circulaire particulière au Nord qui a déterminé ce brusque changement.

De tels hommes, les ouvriers communistes de la base peuvent se demander, si dans les moments vraiment difficiles et décisifs, ils auront assez de volonté et de caractère pour ne pas flancher.

Un correspondant.

Le tournant continue à se réaliser dans le Parti. On attaque les ouvriers qui critiquent la politique bureaucratique ultra-gauche des derniers mois, et tout en prétendant ne pas changer la ligne politique, on annonce une nouvelle période d'opportunisme, toujours sur la base du centrisme oscillant.

Mais nous posons la question d'une façon précise et nous demandons à chaque membre du parti de le faire comme nous.

En août 1929, la revue de l'I.C. écrit : « Il ne faut pas se figurer, qu'après la troisième période de la crise d'après-guerre du capitalisme viendra une quatrième période ; il ne faut pas s'imaginer que la situation actuelle est séparée par une muraille infranchissable de la situation révolutionnaire immédiate. »

En février 1930, début du tournant, Manoulsky dit : « Il n'est pas impossible qu'à la suite de la crise mondiale actuelle qui accentue la crise générale du capitalisme mondial, le monde capitaliste traverse une nouvelle vague de rationalisa-

tion capitaliste, autrement dit une nouvelle période de rétablissement du capital fixe, période qui entraînera une recrudescence fiévreuse de l'industrie et du commerce. »

Ainsi, les bureaucrates considéraient en 1929 que la situation s'acheminait rapidement vers une issue révolutionnaire permettant de poser la question de la prise du pouvoir.

À partir de février 1930, ils se demandent si la crise ne peut pas se terminer, par un renforcement du capitalisme.

Depuis cette époque, pour couvrir le « tournant », on conserve quelques phrases de la « troisième période ».

La direction de l'I.C. et du P.C.F. prévoyait la prise du pouvoir immédiate. Maintenant, ils se contentent de dire qu'elle viendra... plus tard, chose que personne, même Chambelland, ne nie.

Donc : ou bien la direction s'est trompée dans son appréciation, ou bien elle devrait avouer qu'elle a laissé échapper une situation révolutionnaire.

## Dans la région tourangelle

## UNE LETTRE OUVERTE DE BERNARD AUX MEMBRES DU PARTI

À Tours la cellule des Cheminots est déjà entrée dans la voie d'une saine critique et d'une juste appréciation de la situation du parti. Maintenant le camarade A. Bernard, violemment attaqué par la direction régionale, et qui soutient les camarades cheminots de Tours, vient de publier une lettre ouverte à tous les membres du Parti de la région tourangelle. En voici des extraits :

Le retour à une politique communiste ne sera obtenu que par la lutte active contre le cours actuel du Parti.

## Le rôle dirigeant du parti

De vastes discussions ont été ouvertes autour de cette question. Comment se pose-t-elle pour un communiste ? La classe ouvrière n'est pas homogène. L'accroissement numérique du prolétariat est fourni par des éléments venant d'autres couches sociales ayant un esprit de classe beaucoup moins développé : petite bourgeoisie, paysannerie. Il y a dans son sein des oppositions d'intérêts immédiats qui empêchent à toute une partie de la classe ouvrière d'apercevoir son intérêt général de classe. Ce n'est que sa partie la plus avancée qui peut avoir cette vue claire et orienter toutes les luttes partielles dans le sens de l'intérêt général de la classe. Il est bien évident que c'est cette partie la plus avancée de la classe ouvrière qui jouera un rôle dirigeant. Si l'on considère cette question du point de vue des organisations de la classe ouvrière à quelles conclusions arrivons-nous ? Le Parti est l'organisation de la partie la plus avancée de la classe ouvrière. L'ensemble des autres organisations en raison de leurs bases plus larges, de leur capacité de grouper des ouvriers moins avancés seront placées normalement sous l'influence du rôle dirigeant du Parti. C'est vrai en particulier pour les syndicats qui doivent tendre à être l'organisateur de toute la classe.

Mais cette direction du Parti sur la classe — établie théoriquement — est-elle une chose acquise aussi de plein droit ? Peut-elle s'exercer contre la volonté de la classe ouvrière ou avec le consentement de celle-ci ? Evidemment non. Le Parti ne peut diriger qu'avec le consentement de la classe. Cette dernière ne se soumet pas à la direction du Parti. Elle se place volontairement sous sa direction quand elle reconnaît la justesse de celle-ci.

## La politisation des grèves

Les traits distinctifs de l'opportunisme sont nombreux. Mais un des plus saillants est bien celui de passer avec facilité d'une position à une autre, de l'erreur de droite à l'erreur de gauche. De la négation du rôle dirigeant du Parti, certains sont passés à l'affirmation tapageuse du rôle dirigeant. Leur subite découverte sur la politisation des grèves est de même nature.

Un communiste sait que toute grève a un caractère politique, puisqu'elle met deux

classes aux prises. Naturellement la valeur politique de la grève varie avec l'ampleur du mouvement, les corporations qui entrent en lutte et surtout l'objectif du mouvement.

Mais la première valeur politique d'une grève pour un communiste c'est de mettre les masses en mouvement. Les communistes peuvent ainsi les toucher plus facilement, les guider, entraîner leurs luttes vers un niveau supérieur. C'est cela la véritable « politisation » des grèves, qui se serait d'ailleurs parfaitement dispensée d'une appellation aussi barbare.

Mais que nous a-t-on donné comme « politisation » des grèves ?

La grève sur des mots d'ordre trop avancés.

La grève pour justifier la « radicalisation ».

La grève pour le communiqué.

... Et les échecs. Après d'éclatants communiqués de bluffs on apprend subitement la liquidation des mouvements. Il est vrai qu'on nous apporte des consolations. Après l'échec on nous affirme que les résultats positifs sont nombreux : adhésions au Parti, au syndicat, les ouvriers se préparant à de nouvelles batailles. Nous avons connu cela dans notre région avec la grève d'Angers. Le secrétaire de l'U.R. nous apportait de telles consolations : une cellule du Parti allait se constituer, la section syndicale sortait renforcée de cette lutte. Nous avons demandé des chiffres. Il n'a pas été possible d'en fournir et peu de temps après il fallut reconnaître qu'il n'existait rien de ces beaux résultats.

Les bases de cette politique résident dans l'appréciation de la situation du capitalisme. L'analyse officielle nous place dans la crise décisive du capitalisme mettant à l'ordre du jour la question du pouvoir pour le prolétariat. Si nous pouvons considérer que dans le développement historique nous sommes dans la dernière étape du capitalisme, nous ne pouvons considérer que cette étape est terminée. Et c'est évidemment là que résident nos divergences d'appréciation.

Il nous faut déterminer si dans cette dernière étape du capitalisme nous aurons un développement régulier, progressivement déclinant, ou bien un développement irrégulier, avec des fluctuations diverses d'avances et de reculs marqués également d'avances et de reculs du mouvement ouvrier. L'histoire de ces dernières années démontre que ces fluctuations sont un fait à même où la lutte est la plus aiguë comme en Chine et dans les colonies. En France, l'analyse officielle nous a présenté depuis 1927 le capitalisme se développant dans un sens déclinant progressif et parallèlement la « radicalisation » montant. La crise s'aggrave, la radicalisation se développe, tel est le leitmotiv de toutes les analyses de 1927 à 1930. Or, quand nous examinons les faits avec le recul du temps, nous constatons,

DANS LE 4<sup>e</sup> RAYON

La direction régionale nous a gratifié d'une circulaire où elle se plaint que seulement 100 membres ont assisté à l'assemblée d'information du 4<sup>e</sup> rayon sur 800. Marquons tout de suite que ce chiffre de 800 est exagéré. Aucun responsable n'est à même d'indiquer le chiffre exact des adhérents à un sous-rayon.

La direction régionale insiste sur la nécessité des assemblées d'information sur la base du sous-rayon vu les graves désaccords politiques qui se manifestent dans le rayon.

C'est là une tentative de manœuvre de la part de la direction qui doit être dénoncée. Une conférence de rayon s'impose en raison des désaccords politiques sérieux. Mais la direction ne veut pas de ça. Elle veut étouffer la base dans des assemblées de sous-rayon où les camarades n'ont pas de voix délibérative.

Le sous-rayon de Choisy-le-Roi s'élève également contre la fausse ligne politique ; nous citons quelques extraits de son rapport : « Cette gymnastique révolutionnaire à laquelle le P.C. tente de nous acclimater ne fait qu'éclaircir nos rangs à chaque journée. »

La confiance des militants s'en va d'autant que l'on s'éloigne de la masse elle-même, parce qu'ils ne sont pas suivis.

Le rapport dénonce la tactique du Parti comme fausse, s'élève contre le mot d'ordre « tous à la Santé » et conclut en ces termes : En conclusion je pense qu'il y a lieu de discuter et d'approfondir, non seulement la justesse des mots d'ordre du parti, en tant qu'objectifs, mais aussi de sa tactique présente en désaccord complet avec la situation économique nationale de ce pays.

Je voudrais pour terminer encore signaler que partout les 100 p. cent répandent sournoisement, même parmi les sans-parti des calomnies et des potins sur les militants en désaccord avec la direction du parti. Dans le travail pratique par contre les 100 p. cent brillent par leur absence ; ils laissent cela aux « opportunistes » car leur travail de désagrégation (diffusion des bruits etc.) leur prend tout leur temps libre.

Ces méthodes ouvriront les yeux à beaucoup de camarades.

L'œil de l'Opposition.

qu'après 1927, l'essor industriel s'est développé. C'est avec lui que sont venus les premiers symptômes de radicalisation. Nous entrons maintenant dans la crise. Il ne suffit pas de constater avec suffisance que « nous l'avons prévu depuis 1927 ». Il faut constater que nous n'avons pas tiré profit de la période d'essor du point de vue des possibilités qu'elle offrait au mouvement ouvrier.

Et la crise ne suffit pas en elle-même pour donner des possibilités de solution révolutionnaire. La capacité d'action du prolétariat intervient, sa radicalisation. Où en sommes-nous sur ce point ?

Il y a ceux qui la nient totalement, se bouchant ainsi les yeux sur les possibilités que peut présenter la période actuelle. Ceux-ci se trompent lourdement.

Et il y a ceux qui affirment purement et simplement la radicalisation et l'apprécient inexactement. Ils nous la démontrent par voie de déduction ! Parce qu'il y a une crise, il y a radicalisation. Parce qu'il y a aggravation d'exploitation, rationalisation, il y a radicalisation. La méthode est parfaitement erronée. Il y a eu crise sans radicalisation, il y a eu aggravation des méthodes d'exploitation sans radicalisation. La radicalisation se démontre et s'apprécie non par déduction mais dans les faits. Et les faits uniquement apportés à l'appui de la thèse officielle sont les grèves dont nous avons déjà parlé.

Nous ne lutterons pas contre le Parti, contre l'Internationale, nous lutterons contre la politique actuelle, pour replacer le Parti sur le terrain du communisme, pour y maintenir la classe ouvrière.

Alfred BERNARD,

Secrétaire régional du P.C. de 1925 à 1926.  
Membre du Bureau Politique, du Secrétariat du P.C. de 1926 à 1928.

# LA VIE OUVRIÈRE

## APRES LA GREVE DES P.T.T.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les articles sur les grèves des P.T.T., signés « Un gréviste de 1909 » ; ces articles forment une étude d'une grande valeur éducative dont beaucoup de camarades pourront profiter, même hors la corporation directement intéressée.

Il est cependant nécessaire de revenir sur l'enseignement qu'on doit tirer de l'étude sur le mouvement de Mai 1930, dans les P.T.T. :

1° Situation intérieure de la corporation. — Le fait le plus important permettant d'expliquer les difficultés rencontrées, est l'esprit de catégorie régnant tyranniquement sur la corporation toute entière. Les commis sont anti-manipulants, n'acceptent qu'à contre-cœur les dames dans leur Syndicat national confédéré et se déchirent, en outre, dans une Association générale des commis et une Association dissidente de celle-ci ; les manipulants sont anti-commis et leur syndicat catégoriste est le plat valet de l'Administration ; les facteurs, malgré leur esprit combattif, ne conçoivent pas la nécessité impérieuse d'élargir le mouvement à leur catégorie ; les courriers-ambulants bataillent contre les courriers convoyeurs, etc... La masse des postiers fait passer la lutte entre catégories avant la lutte contre l'Etat-patron ; le sens de classe s'émousse fortement et la corporation, dans son ensemble, perd ainsi sa cohésion. Cette situation espérée, voulue par l'Etat-patron, fut réalisée grâce aux manœuvres gouvernementales et administratives.

Aussi, la première des tâches pour les syndiqués unitaires est la lutte contre l'esprit de catégorie, sagement entretenue.

2° La fausse manœuvre unitaire. — Le fait que des divergences sérieuses existaient entre le Syndicat National des Agents confédérés, d'une part, la Fédération postale confédérée et la C.G.T., d'autre part, devait inciter la F. P. U. à manœuvrer habilement le S. N. des Agents contre la C.G.T.

Au lieu de lancer le mot d'ordre des « Comités de lutte » (des assemblées de lutte serait d'ailleurs plus juste, étant donné l'esprit du mot d'ordre), la F.P.U. devait tenter de réaliser l'unité tactique de combat, avec le S. N. des Agents, sans cependant oublier ni Mathé, ni son rôle et celui des Syndicats réformistes en général, qui est d'entrer dans la bataille, quand la masse les y pousse absolument, de freiner et de saboter cette bataille, puis de s'en retirer dès que possible pour en provoquer la fin (pas au bénéfice des exploités, bien entendu !)

C'est ce point surtout, qu'à mon avis, notre camarade gréviste de 1909 n'a pas suffisamment mis en relief.

Certes, la réussite d'un mouvement est de beaucoup préférable à la proposition, coûte que coûte, d'une tactique, juste ailleurs et fautive ici (distinction qu'on ne fait plus à la C.G.T.U. et au P.C.), mais c'est bien, à mon avis, « Servir la cause » que de se souvenir du rôle de la social-démocratie et des syndicats réformistes ; c'est bien servir la cause que de ne pas laisser passer le moment où les réformistes brisent l'unité tactique de combat et trahissent le mouvement ; c'est bien par ce moyen qu'on renforce une organisation révolutionnaire et qu'on augmente son influence.

Pour agir ainsi, il fallait évidemment proposer cette unité tactique, il fallait même la faire imposer aux dirigeants du S. N. des Agents, par les milliers de postiers présents au meeting du même Syndicat national des agents confédérés ; c'est ce que n'a pas fait la direction de la F.P.U., préférant proposer les (comités) assemblées de lutte, le front unique à la base, et oubliant qu'avant l'emploi de cette tactique, il était indispensable de démasquer une fois encore les réformistes au service de l'Administration.

Sur cette question de front unique, l'étude sur les grèves des P.T.T. révèle une certaine confusion qu'il est nécessaire de dissiper :

Il y a deux C.G.T. L'état de scission a des causes qui ne disparaissent pas du fait qu'on désire panser « la plaie saignante de la scission ».

L'unité tactique de combat et l'unité tout court sont deux choses bien différentes ; l'unité tactique de combat doit exister chaque fois qu'elle est nécessaire et tant que deux Fédérations se partageront une large influence dans la masse des postiers ; pour le cas qui nous occupe particulièrement, il convient de remarquer que la situation est plus compliquée encore, du fait de l'existence, non seulement de deux Fédérations, mais aussi d'un grand nombre de syndicats catégoristes qui jouent un rôle important dans notre corporation.

Au sujet de l'unité effaçant la scission, le camarade Trotsky écrivait dans le numéro 8 de la Vérité :

« ... Déclarer que, sans l'unification préalable des deux organisations syndicales, non seulement la révolution prolétarienne est impossible, mais même une lutte de classe assez sérieuse, cela signifie faire défendre l'avenir de la révolution de la clique corrompue des réformistes syndicaux.

« En fait, l'avenir de la révolution ne dépend pas de la fusion de deux appareils syndicaux, mais de l'unification de la majorité de la classe ouvrière autour des mots d'ordre révolutionnaires et des méthodes révolutionnaires de lutte.

« ... La véritable voie menant à l'unité du prolétariat se trouve dans le développement, le redressement, l'élargissement, la consolidation de la C.G.T. révolutionnaire et l'affaiblissement de la C.G.T. réformatrice... »

En conclusion, je ne crois pas qu'on puisse, sans danger sérieux, laisser les dirigeants de la F.P.U. mener l'organisation à de nouveaux échecs et, par suite d'erreurs répétées, de fausses manœuvres, à la liquidation, pour reprendre ensuite, et ensuite seulement, le véritable travail unitaire.

Si les camarades en accord avec le manifeste de l'Opposition Unitaire, abandonnent momentanément la lutte au sein de la F.P.U., s'ils s'abstiennent de prendre position ou s'ils font bloc avec Arrighi-Farey-Jeanne, sans se dégarer de ses « alliés dangereux », et sans développer le point de vue particulier de l'Opposition Unitaire, les erreurs commises et celles que commettra la direction de la F.P.U., ne peuvent que renforcer la minorité du Comité pour l'Indépendance ou lasser pour longtemps les postiers unitaires et sympathisants.

La bataille dans la F. P. U., à la fois contre la direction et la minorité, sera longue et difficile. Ce ne peut être une raison pour attendre le renforcement de la minorité ou l'agonie de la F.P.U.

L'Opposition Unitaire a une toute autre besogne à accomplir. Elle doit sauver la C.G.T.U. et non permettre aux dirigeants de la perdre en démoralisant les uns et en lançant les autres vers l'autonomie puis dans les bras de la C.G.T. Elle doit constamment clarifier les situations, dénoncer les critiques négatives de la minorité et apporter ses solutions ; elle doit développer, redresser, élargir et consolider la C.G.T.U. et par cela même affaiblir la C.G.T.

Un postier.

Nous estimons que notre camarade postier a eu raison de signaler l'équivoque introduite dans la conclusion de l'étude sur la grève des P.T.T., dans notre avant-dernier numéro, en ce qui concerne l'unité syndicale. Pour nous, l'unité n'est pas une question formelle ni préalable. Le front uni doit être organisé dans la lutte sur la base d'une tactique révolutionnaire ; et précisément, nous critiquons les chefs unitaires parce qu'ils ne comprennent pas la nécessité, ni la possibilité de réaliser un tel front uni. Mais nous ne pensons pas que cette recherche du front unique dans les batailles avec les ouvriers confédérés doit être subordonnée à un accord général entre les deux C.G.T. C'est sur une base révolutionnaire, sur la base d'une tactique juste de la C.G.T.U., que doit se faire l'unité dans la lutte. — N. D. L. R.

## LA LUTTE DES GREVISTES DU BOUCAU

Bayonne, 24 juin 1930.

Aujourd'hui, 22e jour de lutte des métallurgistes boucalais et, ce dimanche autant que les autres les ouvriers se montrent décidés à continuer la bataille. Dans cette chaude journée estivale, la provocation de la force armée est des plus évidente. De très bonne heure le matin, les patrouilles de gardes-mobiles circulent dans la petite ville cherchant continuellement la provocation. En entrant au Boucau on sent l'atmosphère de l'état de siège. Toutes les boutiques sont fermées, les rideaux baissés, les fenêtres des maisons sont closes. L'arrêt préfectoral indique qu'il ne sera permis aucun attroupement. Les maires bourgeois de Bayonne, d'Anglet, de Biarritz, et d'Ondres ont pris des mêmes mesures. Par ironie la municipalité d'Anglet autorisait la procession à Blanpignon et les ouailles défilaient sans crainte d'être dispersés par la garde mobile.

L'après-midi un meeting s'est tenu aux abattoirs réunissant 400 ouvriers ; un camarade, 10 minutes avant la réunion, parcourut la ville en annonçant la réunion, tandis que dans le matin on faisait circuler le bruit de la réunion à un autre endroit. La police était jouée par l'initiative des ouvriers, cependant ces réunions brusquées ont un inconvénient, c'est qu'il est difficile de toucher d'un seul coup l'ensemble de la population. Le meeting se tint dans le calme. Grinaud de Bordeaux et Croizat expliquèrent aux ouvriers que demain il ne devait y avoir aucun jaune aux forges et il faudrait toute la vigilance des ouvriers pour empêcher les réformistes à la Désarménien d'entrer dans l'usine. Le cap du lundi est des plus importants, car les fours baissent de plus en plus et les commis qui sont à l'intérieur n'étant pas spécialistes ne peuvent faire marcher les haut-fourneaux. L'extinction du four amènera une perte sèche pour le capital des Forges et c'est donc un des points importants qui peut obliger l'omnipotente compagnie à céder sur les revendications justifiées des travailleurs boucalais réclamant 4 fr. 40 d'augmentation par jour, c'est ainsi qu'il y a des ouvriers qui gagnent 18 francs par jour). Le 2e point important est qu'on dit qu'il y a de l'effervescence à Saint-Chamad et dans l'Est aux usines Homécourt et cela est un point sûr qui donne du courage pour la lutte aux ouvriers. Cette effervescence est, dit-on, le résultat des délégués unitaires. Très bien, mais il aurait été préférable que la fédération des métaux envisageât auparavant, une certaine activité dans ces milieux ouvriers pour unifier le mouvement et lui donner plus de force que ce départ par vagues aux vingt-deuxième jour de lutte. Malgré tout, la volonté de lutte des travailleurs boucalais est admirable et il faut toute la solidarité effective du prolétariat autour de ce mouvement pour la victoire qui ébranlera la puissante Compagnie de la Marine Homécourt.

Un correspondant.

## DANS LE PAS-DE-CALAIS :

### Les réformistes se renforcent

Des élections ont eu lieu le 29 juin pour un renouvellement partiel du Conseil d'Administration de la Caisse autonome des retraites aux ouvriers mineurs.

Pour ces élections les Compagnies houillères n'opposent pas de candidats. Elles se prononcent ouvertement pour les confédérés qui y siègent depuis le début.

L'année 1928 avait fait naître chez les mineurs certains espoirs de pénétrer dans cette enceinte. Notamment dans les régions de la Loire et du Gard. Pour notre région du Nord et du Pas-de-Calais, nous ne pouvions guère nous faire d'illusions pour des succès proches, mais nous montrions toujours vers un chiffre plus élevé de voix.

En 1928, nous avions obtenu 19.000 voix. En 1930, si j'en crois les résultats les plus proches, nous reculons au lieu d'avancer.

Partout, nous sommes en minorité, même dans les coins les plus rouges des concessions de Courrières et Dourges ! Ailleurs, nous sommes littéralement écrasés sous le bloc réformiste-patronal.

A quoi attribuer ce manque d'évolution

ouvrière qui contraste étrangement avec le « nouvel essor révolutionnaire » et la « radicalisation des masses » ? Nos grands esprits orthodoxes trouveront certes le moyen, après l'auto-critique, d'en rejeter les responsabilités sur les militants de base : ce n'est jamais de la faute des généraux si les armées sont vaincues.

Les réformistes vont jubiler de reprendre le dessus. Ils feindront de croire que c'est à leurs méthodes qu'ils doivent ces succès dans les batailles économiques comme dans les batailles politiques.

Ils oublieront certainement de remercier les véritables initiateurs de ce recul momentané ; les chefs politiques et syndicaux, ordonnateurs d'une tactique absurde et irraisonnée qui conduira les grévistes à l'échec dans tout mouvement politisé et, assurera parallèlement aux réformistes (ou les laisse continuer), la reprise de leurs positions perdues dans le domaine syndical.

Je donnerai, aussitôt renseigné, des précisions, avec chiffres à l'appui, sur le scrutin national du 29 juin, avec les commentaires qui s'imposent.

A. MANGEMATIN.

## DANS LE BOURBONNAIS :

### La situation du mouvement ouvrier

La région montluonnaise peut compter parmi les régions industrielles importantes. Elle a sa place aussi parmi celles où l'ouvrier est le plus durement exploité. C'est là que la grosse société de Châtillon-Commentry-Neuves Maisons qui possède la fonderie Saint-Jacques à Montluçon, les Forges de Commentry et les Mines de St-Eloy et des Ferrières tyrannisent près de 10.000 ouvriers. A signaler aussi comme « boîtes » importantes à Montluçon, Dunlop, et la Glacerie, à Commentry-Les-Bourrués (construction de wagons) et la chainerie.

Les salaires sont très bas et la rationalisation y est de mode. Les tarifs horaires des journées fixes varient de 2 fr. 25 à 3 fr. 25 que les ouvriers peuvent augmenter par des primes à la production. Mais alors quelle débauche de force et de santé pour sortir une journée qui pourrira la famille ! L'un de ces miséreux, travaillant aux laminoirs, me confiait, il y a quelques jours, que pour un salaire de 38 francs il s'était passé sur les bras 3.400 kgs. de lingots chauffés à blanc.

Les conditions de sécurité dans lesquelles ces ouvriers travaillent, sont elles-mêmes détestables. Pour les seules forges de Commentry, une douzaine d'ouvriers ont été très gravement blessés, plusieurs en sont morts. A St-Eloy, il n'est pas de semaines sans victimes. Dernièrement une cage d'ouvriers s'écrasait au fond d'un puits.

Avec cela la vie est chère : les produits de la campagne se raffent à n'importe quel prix pour le service des villes d'eaux, Vichy et Nérès.

Depuis le 15 de ce mois, le chômage devient une réalité. J'aurai l'occasion d'y revenir. A la Forge de Commentry (2.000 ouvriers), suppression du poste de nuit et d'un jour de travail par semaine.

Si l'on ajoute à ces dures conditions d'existence que la région est l'une de celles où le socialisme s'implanta dans ses débuts, qu'elle est le pays de figures qui furent célèbres à leurs heures : Christophe Thivier, le député à la blouse, et Pierre Brizon, on devrait croire que les masses prolétariennes sont animées « d'un révolutionnaire », « radicalisées ou en voie de radicalisation » comme l'affirment nos « cent pour cent ».

A Montluçon, il y eut cette année, le 1er mai, un léger accroissement de chômage, environ 1.500 chômeurs, ce qui constitue un dixième de l'effectif ouvrier de cette ville, mais à noter que chez Dunlop, St-Jacques et la Glacerie, le chômage fut nul.

A Commentry, le chômage fut complet parce que les ouvriers obéissent à une certaine volonté de la tradition. Les patrons le savent d'ailleurs et ferment leurs portes, mais il n'y eut aucune manifestation, aucun meeting.

Voilà, très brièvement la situation ouvrière, dans la région Montluonnaise.

— G. P.

## LA VIE DE L'OPPOSITION

### LES MENSONGES DU SECRETARIAT DU P.C. ITALIEN

Le Secrétariat du P.C. Italien, s'apercevant qu'il marche sur la brasse de ses anciens agissements, est, comme d'habitude, à la recherche d'une diversion. Dans un communiqué édité dans un de ses bulletins à l'étranger, il « fait savoir » que dans une séance du Bureau Politique, on aurait approuvé à l'unanimité de proposer à la dernière session du Comité Central l'exclusion de Bordiga.

Le Secrétariat du P.C. Italien, cette fois encore, affirme un mensonge.

Il est vrai, au contraire que dans les réunions du Bureau Politique auxquelles l'Opposition a participé, à l'unanimité on a approuvé que Bordiga ne pouvait pas être exclu sur la base du rapport Berti, et qu'un supplément d'enquête était indispensable.

Le spécialiste en faux, — le trop connu Ercoli, — sait en effet, (et les comptes rendus auraient dû l'enregistrer), qu'à la séance du C.C. qui exclut Amadeo Bordiga, la décision adoptée précédemment par le Bureau Politique, et rapportée par Ercoli lui-même, rencontra l'hostilité du maximaliste koulakisé Nicoletti et d'autres échantillon semblables de la fraction officielle. Ceux-ci estimèrent que le rapport fait par Berti, petit-fils de Tasca et de Graziadei, était suffisant pour exclure tout de suite Bordiga, qui, du reste, suivant le maximaliste Nicoletti, « n'avait jamais été un communiste ». Après quoi Ercoli et Garlandi se rangèrent vite eux aussi à l'opinion exprimée par le maximaliste koulakisé Nicoletti, celui même auquel peu avant on avait confié la tâche de « Procureur Général » contre l'opposition.

Les deux membres de l'Opposition encore dans le C.C. après avoir approuvé, avec les autres camarades de l'Opposition, les mesures les destituant de leur qualité de membres du B.P. et l'exclusion du sein du C.C. des autres d'entre eux, s'étaient trouvés pratiquement dans l'alternative ou de subir les mesures proposées contre Bordiga, tout à fait comme ils avaient été contraints de subir les mesures proposées contre l'Opposition, ou d'être exclus sur l'instant du Parti. Ils jugèrent bon de suivre aussi dans le cas Bordiga l'attitude qui avait été suivie par eux peu avant, approuvant les mesures proposées par la majorité contre l'Opposition. Ce fut une erreur que les deux camarades reconnaissent immédiatement et que l'Opposition *Udima* en faisant approuver le communiqué paru dans la Vérité, dans lequel tous les membres de l'Opposition se sont engagés à appuyer la réintégration dans le Parti du camarade Bordiga et des autres camarades de la gauche exclus dans le passé aussi avec l'appui de la nouvelle opposition.

Mais celui qui croit pouvoir exiger de la fraction officielle la lutte contre l'opposition avec des armes loyales et honnêtes se trompe foncièrement : la vérité est une arme dont les contre-révolutionnaires ont toujours eu peur.

VIENT DE PARAITRE :

Le numéro 21-22 de

### “La Lutte de Classes”

Au Sommaire :

**Editorial** : Au fond de l'impasse. — **L. Trotsky** : Vers le socialisme ou vers le capitalisme ? — **L. Trotsky** : Le suicide de Maïakovsky. — **Laurent** : L'Opposition unitaire dans la C.G.T.U. — **Graef** : Encore une fois sur Marx et la question syndicale. — **Militant** : La politique syndicale aux Etats-Unis. — **K. Landau** : Notes sur la situation en Autriche. — **Well** : Le P.C.A. a encore perdu une occasion favorable. — **Ariat** : La querelle de la participation dans la S.F.I.O. — **Lacroix** : Le mouvement ouvrier en Espagne. — **Sizoff** : Le désarmement et l'accumulation capitaliste. — **Nel-Sih** : Le déclin du Parti communiste chinois. — **Ariat** : A propos de Madagascar et de l'Algérie. — **Trotsky** : Sur l'idée du Parti Ouvrier et Paysan pour l'Orient, etc., etc.

Prix de ce numéro double : 5 francs  
Adressez-vous à la Vérité, 45, boulevard de la Villette, Paris (10<sup>e</sup>).

C'est par suite d'une erreur technique qu'a été annoncée au sommaire de la revue, il y a trois semaines, un article de H. Sneevliet. Sneevliet appartient en fait à l'Internationale II 1/2 et la question de sa collaboration à notre organe théorique ne se pose pas. — N. d. l. R.

### LE S.R.I. REFUSERAIT SA PLACE A LA LIGUE COMMUNISTE

Nos camarades se souviennent que, par une lettre du 15 mai adressée au secrétaire du S.R.I., la Ligue communiste faisait une demande régulière d'adhésion collective au Secours Rouge International.

La réponse à cette lettre nous tombe à l'instant sous les yeux en dépliant *La Défense* organe du S.R.I. Ce n'est pas, comme on pourrait le croire, le compte-rendu d'une délibération du Comité Central. C'est tout simplement une « tartine » d'une colonne que le metteur en page de *La Défense* n'a pu s'empêcher d'enterrer en fin de journal, tellement l'article est tiré par les cheveux.

Remercions d'abord ce « scribouillard » d'avoir eu l'honnêteté de recopier fidèlement, et sans changer une virgule, notre lettre du 15 mai. De la façon dont il a mutilé en les isolant, certaines phrases de la Vérité dont il se fait des armes, le contraire ne nous aurait surpris qu'à demi.

Tout le monde connaît en effet le procédé polémique qui consiste à isoler une phrase de son contexte pour faire dire à quelqu'un le contraire de ce qu'il pense. Avec ce procédé on fait faire à Lénine l'apologie du mensonge, ce qui était loin de sa pensée. Ce procédé est très en honneur dans la presse bourgeoise : on s'étonne de le trouver dans *La Défense*.

C'est ainsi qu'on nous reproche d'avoir reproduit, sans faire de réserves, la lettre d'une camarade exclue du P.C. dans laquelle il est question du S.R.I. « organisation de secte qui défend seulement ceux qui sont d'accord avec la ligne du P.C. » ; or, cette phrase n'émane pas de notre correspondant : cette phrase est placée par elle dans la bouche d'un copain du S.R.I. qui donna un jour sa démission de la C.E. du S.R.I. pour plusieurs motifs dont celui noté ci-dessus. Si cela peut faire plaisir au plumeur de la *Défense*, ajoutons que nous ne prenons pas, pour le moment, ce grief à notre compte ; mais qu'au train où va l'arbitraire dans les méthodes du S.R.I., nous ne donnons pas longtemps avant que ce grief soit valable.

Et puis, il paraît que nous avons commis un crime de lèse-éminence : nous n'avons pas parlé de Lounatcharsky avec tous les égards dus à un ex-commissaire du peuple débarqué (mais cela, le rond-de-cuir l'ignore) pour des motifs plus sévères que de s'être « engraisé aux dépens du prolétariat. »

Mais nous sommes bien naïfs de donner ces explications : quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. On nous considère comme des communistes encombrants, comme des révolutionnaires à l'esprit critique dangereux ; et l'on cherche tous les prétextes pour refuser notre adhésion. Ces prétextes ne sont pas fournis par les statuts : eh bien, on va chercher dans la Vérité les « déjections » (1) qui permettront les adjectifs archiconnus de « contre-révolutionnaires », « scissionnistes », etc...

Les responsables du S.R.I. croient-ils pouvoir s'en tirer par une pirouette aussi maladroite ? S'ils ne le savent pas, nous leur apprendrons que la Ligue Communiste compte pas mal d'adhérents individuels au S.R.I. que certains de nos camarades occupent des postes responsables et ont la confiance des copains de la base, qu'ils ne laisseront pas escamoter ainsi l'adhésion collective d'un groupement communiste oppositionnel, et qu'ils obtiendront que cette question figure à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la C.E. ou du C.C. — Mr.

**Dans une nouvelle lettre ouverte aux membres du Parti, la direction centraliste est obligée de reconnaître certaines de ses fautes.**

**Si vous voulez les mettre complètement à nu et comprendre leur origine, lisez :**

**La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste**

par L. TROTSKY

Un exemplaire : 3 francs  
Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE

45, boulevard de la Villette  
Paris (10<sup>e</sup>)

## DANS LA JEUNESSE COMMUNISTE

### REPONSE AU 8<sup>e</sup> RAYON DES JEUNESSES

Les Super-Génies du 8<sup>e</sup> Rayon des Jeunes, se soucient fort peu de la vérité, en écrivant l'histoire.

Sans vouloir porter atteinte à leur incontestable supériorité, je vais me permettre de ramener les faits à leur juste portée.

Dans l'immonde communiqué que vous avez fait passer sur moi dans l'*Avant-Garde* vous dites que lorsque j'ai adhéré aux Jeunes j'étais membre de la Ligue Communiste. Vous savez aussi bien que moi que cela est faux, mais vous n'êtes pas à un mensonge près.

J'ai adhéré aux J.C. en jeune travailleur, plein d'enthousiasme pour l'organisation qui, pensais-je, continuait la politique de Marx et de Lénine, qui lutte pour l'émancipation de sa classe, et le triomphe de son idéal.

Qu'ai-je trouvé ?

Une organisation sans vie, poursuivant les bavardages vains et inutiles, et ayant une politique absurde et stérile.

Seulement une chose que vous oubliez de dire, c'est que vous avez voulu m'envoyer à la Vérité POUR FAIRE LE MOUCHARD. Mais, entre temps, m'étant rendu compte de l'ignoble rôle que vous vouliez me faire jouer, et m'étant aperçu que les véritables communistes n'étaient pas ceux du 120, je n'ai pas accompli le « travail » que vous m'aviez confié. Et c'est à cause de ceci qu'à présent, vous répandez contre moi les pires calomnies.

Mais de vos insultes je m'en moque, et de vos menaces j'en fais fi.

Vous dites également que certains avaient des soupçons sur moi. En disant que je ne leur témoignais pas grande sympathie, et réciproquement, vous seriez bien plus logique ; car pour vouloir m'utiliser comme mouchard, il fallait avoir plus que passablement confiance en moi.

Il est exact que j'ai refusé de donner des explications à la réunion de cellule où vous m'avez exclu, mais ce n'était que pour les donner à la conférence du rayon, qui devait avoir lieu quelques jours après, et en même temps pour pouvoir dénoncer les odieux procédés de mouchardage, instaurés dans le rayon, et développer la plate-forme de l'opposition, devant tous les camarades du rayon, mais non pour la saboter ainsi que vous le dites.

Vous prétendez encore m'avoir contraint d'« avouer », à la réunion de cellule où eut lieu mon exclusion, qu'à bout d'argument, j'ai dit être oppositionnel ; mais, si cela peut vous valoir les bénédictions de l'Entente, je ne vois aucun inconvénient à vous laisser cette « victoire ».

C'est justement parce que vous craignez la vérité, que vous avez voulu m'empêcher de parler à la cellule après avoir décidé mon exclusion et à la conférence de rayon où vous m'avez interdit de me présenter.

Quant à qualifier d'indélicatesse, le fait d'avoir donné, à une fête de la Phalange Artistique du 18<sup>e</sup>, 2 lots d'une valeur de quelques sous chaque, à deux camarades, c'est un peu exagéré...

Mais êtes-vous capable d'autre chose que d'exagération, bluff et mensonges ?

Vous terminez le communiqué, demandant aux jeunes ouvriers, d'adhérer aux Jeunes Communistes.

Si vous employez vis-à-vis d'eux les mêmes procédés qu'avec moi vous pouvez être certain que les Jeunes Communistes resteront l'éternel panier percé, une organisation sans influence et sans autorité.

Les jeunes oppositionnels lutteront eux aussi avec vous contre le patronat et dans les J.C. ils combattront les méthodes bureaucratiques de la direction, ils présenteront la plate-forme des jeunes oppositionnels pour un véritable travail des J.C. dans la Jeunesse ouvrière.

S. JUN.

### SOUSCRIPTION POUR LA « VERITE »

Denante, 5 fr. ; B. I. 5 fr. ; Une institutrice sympathisante, 2 fr. ; Lopès, 200 fr. ; S. 5 fr. ; Un gréviste de 1909, 40 fr. ; Une institutrice du Finistère, 4 francs. — Total : 221 francs.

La Semaine prochaine :  
La Vérité des Jeunes

### DANS LES JEUNESSES DU NORD

#### De « tournant » en « tournant »

Les Billoux, les Husson et autres Favière qui président à la décadence de la fédération des J.C. font tellement « tourner » les directions d'entente que finalement ces dernières en perdent la tête.

Après avoir imposé aux J.C. un cours politique ultra-gauche (c'était aussi un tournant nécessaire) ceux qui placent toujours tout sous le signe de « l'auto-critique vigoureuse et responsable », sans reconnaître aucune de leurs fautes, virent brusquement à droite et imposent aux camarades des ententes, le retour à la tactique du front unique ; mais quelle tactique ?

Il y a quelque temps, le jeune communiste du Nord qui faisait des réserves sur l'appréciation des « Jeunes social-fascistes », était suspecté et menacé de sanctions.

Maintenant on reprend à l'égard des J.S. la tactique du front unique la plus mauvaise, la plus stupide et aussi la plus opportuniste. C'est ainsi que le 1<sup>er</sup> juin, à Lourches, une délégation de la première entente des J.C. est allée au Congrès des Jeunes « social-fascistes » pour demander le front unique de lutte pour la jeunesse ouvrière.

Pour cacher cette marchandise opportuniste, les jeunes staliniens de la rue Lafayette imposaient aux jeunes communistes du Nord la constitution de plusieurs cellules, de comités de lutte, etc., et pour couronner le tout on fit venir de Paris une délégation qui devait signer un contrat d'émulation révolutionnaire avec le Nord.

Il s'est trouvé à la direction de l'entente quelques copains qui n'ont pas admis ce nouveau zig-zag et le « Tourneur » Husson met sur eux toutes les responsabilités des piètres résultats de Lourches. Et Carresmel qui n'a pas réussi à faire comprendre ces sottises sera sans doute chassé du bureau de la fédération si ce n'est déjà fait.

Billoux et ses comparses récoltent ce qu'ils ont semé et ils commettent une malhonnêteté politique lorsqu'ils chargent les quelques copains du Nord qui se prononcent contre une caricature opportuniste du front unique.

Pour redresser la situation on a réexpédié il y a quelques mois dans le Nord, Delcroix qui, l'année passée avait été enlevé de la direction de l'entente pour incapacité notoire. Les copains du C.E. racontaient qu'on l'avait appelé à Paris pour balayer les bureaux de la fédération.

Avec Decaux il constituera une belle paire d'incapables et de résignés. Avec eux pas de danger que l'entente progresse.

En 1925, il y avait dans la région 1.800 adhérents aux J.C. avec une moyenne de 8 timbres par carte. Aujourd'hui, il en reste encore (chiffre officiel) 1.000, mais avec combien de timbres ? Et puis, l'action de l'entente maintenant, est pour ainsi dire nulle en comparaison de ce qu'elle était il y a quelques années.

Les J. C. du Nord (constatons-le avec tristesse) faiblissent à tous points de vue.

Il faudra autre chose que le retour de Delcroix et les calembredaines sur le contrat d'émulation pour remédier à la lamentable situation de notre organisation.

Un jeune communiste.

## La Vérité

Hebdomadaire

Organe de la Ligue Communiste (Opposition)

45, Boulevard de la Villette, Paris X<sup>e</sup>

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris

Directeur politique : A. Rosmer

Administrateur : P. Frank.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC

10, Cité Nys, PARIS-XI<sup>e</sup>

Tél. : Ménilmontant 73-26